

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1919.

Projet de loi tendant à combattre l'alcoolisme (1).

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MOYERSON.

MESSIEURS,

Les trois sections centrales chargées d'examiner le projet de loi tendant à combattre l'alcoolisme, n° 113 celui modifiant le régime fiscal de l'alcool n° 112 et la proposition de loi sur l'alcool n° 70 ont délibéré en commun.

Les divers projets qui leur étaient soumis poursuivent en effet, par des moyens différents, un même but, la lutte contre l'alcoolisme.

Le projet de loi tendant à combattre l'alcoolisme comprend deux parties bien distinctes.

La première interdit la vente de l'alcool dans tous les débits de boissons. La seconde défend l'ouverture de nouveaux débits de boissons fermentées.

La Section centrale a disjoint les deux parties du projet.

Le rapport que nous avons l'honneur de présenter ne concerne que l'ouverture de nouveaux débits de boissons fermentées. Tout ce qui concerne la vente et le débit de l'alcool fera l'objet d'un rapport spécial qui sera joint à celui de la Section centrale sur le projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool. La Section centrale a donc sursis à l'abrogation de l'arrêté-loi du 15 novembre 1918. De cette façon, la Chambre se trouvera en mesure d'envisager dans son ensemble tout le problème de l'alcool.

* * *

Le principe de la limitation du nombre des débits de boissons rencontre l'adhésion générale. La Belgique est le pays qui, proportionnellement à la population, compte le plus grand nombre de débits.

(1) Projet de loi n° 113.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Fieullien, Mabilie, Moyerson, Pepin, Troclet et Van de Perre.

En 1912, il en existait	1	pour	34 habitants.
En France	1	pour	81 —
En Suisse	—		143 —
En Angleterre	—		181 —
En Allemagne	—		246 —
Aux États-Unis	—		380 —
En Russie	—		1170 —

Il importe de restreindre ce nombre.

Comment y parvenir?

Deux systèmes sont possibles :

A. Limiter numériquement les débits de boissons dans chaque commune en raison de sa population. Cette mesure radicale aboutit à la fermeture immédiate d'un nombre considérable de débits, mais se heurte à des difficultés pratiques. Il faudrait indemniser les tenanciers et les propriétaires de débits.

B. Maintenir les débits existants, mais interdire l'ouverture de nouveaux débits ou subordonner cette ouverture à des conditions onéreuses.

Le législateur de 1912 choisit ce dernier système. Il subordonna l'ouverture d'un nouveau débit au paiement d'une taxe proportionnelle au chiffre de la population du lieu.

Cette taxe s'élève à 300 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de moins de 5,000 habitants ;

400 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de 5,000 à 15,000 habitants ;

500 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 15,000 jusqu'à 30,000 habitants ;

750 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 30,000 jusqu'à 60,000 habitants ;

1,000 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de plus de 60,000 habitants.

Au moment du vote de la loi de 1912, le nombre des débits de boissons alcooliques ou fermentées s'élevait à . . . 219,403.

Au 15 novembre 1913, il était descendu à 209,229.

Au 1^{er} mars 1914, — 202,643.

Soit, en quinze mois, une diminution de 16,761 débits.

Au 1^{er} mars 1915, il était descendu à 191,622 (1).

— 1916, — 174,309 (1).

— 1917, — 168,718 (1).

— 1918, — 166,662 (2).

(1) Y compris les débits provisoirement fermés par suite de la guerre. Par contre, le chiffre indiqué ne comprend pas les débits de la partie de la Flandre Occidentale non envahie ou non accessible aux agents de l'administration des contributions à l'époque indiquée.

(2) Non compris les débits situés dans la circonscription des bureaux dont les archives ont disparu, ni ceux qui ont été détruits par les événements de guerre. On peut en évaluer le nombre à environ 7,000.

Sans doute, ces derniers résultats sont viciés par la guerre, mais il semble néanmoins que la loi dut avoir d'excellents effets.

D'autre part, la taxe d'ouverture produisit les recettes suivantes :

En 1913.	1,550,022.50.
En 1914.	1,048,135. »
En 1915.	299,394.38.
En 1916.	334,471.79.
En 1917.	303,401.66.
En 1918.	392,811.89.

Le projet du Gouvernement constitue un nouveau pas dans la voie de la limitation ; il interdit l'ouverture de nouveaux débits, sauf dans des cas exceptionnels.

Ce projet a fait l'objet de longs débats au sein de la Section centrale. Celle-ci a fini par l'écarter à raison des difficultés et des inconvénients que présente son application.

Faut-il signaler le privilège énorme qui en résulterait au profit des débiteurs actuels, et de leurs descendants ainsi que la plus-value considérable que la loi assurerait aux immeubles affectés à un débit, sans aucun bénéfice pour le Trésor !

La mise en vigueur de pareille interdiction exigerait la sauvegarde complète et absolue de la situation actuelle de tous les débiteurs et de tous les propriétaires de débits, et comme conséquence l'affectation perpétuelle à usage de débits de tous les locaux aménagés actuellement dans ce but, en quelques mains qu'ils passent ; de plus, le droit pour les débiteurs actuels, qu'ils soient débiteurs libres, préposés ou commettants, de continuer l'exercice de leur profession, soit dans leur local actuel s'ils en sont propriétaires, soit dans un autre local s'ils n'en sont que locataires. La loi débiterait ainsi par le dédoublement possible d'un nombre considérable de débits.

Elle se heurterait d'ailleurs à d'autres difficultés.

Il est des cas où l'ouverture d'un nouveau débit s'impose. Le projet de loi le prévoit et dit que « dans des cas exceptionnels, l'ouverture d'un nouveau » débit de boissons à consommer sur place peut être autorisée par le Ministre » des Finances sur la proposition de l'Administration communale, la Députation permanente entendue.

» Les autorisations sont publiées au *Moniteur belge*. »

L'exposé des motifs cite comme exemple de cas exceptionnels, la création d'une nouvelle agglomération lors de la mise en exploitation des charbonnages du Limbourg.

C'est évidemment insuffisant. On peut prévoir de nombreux autres cas qui n'offrent aucun caractère exceptionnel et où cependant la création d'un nouveau débit serait légitime et devrait être permise : citons l'ouverture d'un cercle, l'établissement d'un hôtel ou d'un restaurant notamment aux abords d'une gare, dans un endroit de villégiature, etc. Dans tous ces cas, il faudrait ou donner à la loi une portée extensive que ne comporte pas le texte proposé ou refuser des autorisations qui cependant seraient désirables.

La procédure en obtention d'une autorisation donne d'ailleurs prise aux plus vives critiques. C'est l'administration communale qui est juge en premier ressort de l'opportunité de la demande. C'est à elle qu'incombe le soin de l'introduire. Pourra-t-elle résister aux sollicitations pressantes d'amis politiques intéressés? Acceptera-t-elle les motifs les plus fondés invoqués par des adversaires? Que son action s'exerce avec la plus complète impartialité, encore donnera-t-elle lieu à suspicion, car les convoitises seront de plus en plus déchaînées à mesure que la diminution du nombre des débits assurera un bénéfice plus considérable à l'heureux favorisé.

Sans doute il peut y être pourvu dans une certaine mesure par la mise en adjudication publique du débit, mais le système n'en laisse pas moins subsister de nombreux inconvénients. Il est plus théorique que pratique. Il ne tient nul compte des multiples contingences autour desquelles gravitent les pouvoirs publics chargés d'intervenir dans l'arrêté d'autorisation.

La Section centrale a estimé que pour faire œuvre durable, il convenait de s'en tenir aux principes de la loi du 12 décembre 1912, sauf améliorer celle-ci.

Les modifications qu'elle propose d'y apporter visent essentiellement le renforcement des conditions de moralité exigées des débitants et des conditions hygiéniques auxquelles doivent satisfaire les débits ainsi que l'augmentation de la taxe d'ouverture.

Nous donnons en annexe, en regard du texte de la loi de 1912, les modifications proposées par la Section centrale.

On a reproché à cette loi d'exiger une taxe uniforme pour tous les débits d'un même hameau ou d'une même agglomération, quelle que soit l'importance du débit.

La Section centrale propose de rendre la taxe d'ouverture proportionnelle à la valeur réelle ou présumée des locaux affectés au débit, avec un minimum de taxe qui serait le double de la taxe actuelle; ensuite, de ne rendre la taxe valable que pour un terme de quinze ans.

Elle estime que ce terme constitue un délai suffisant pour permettre aux nouveaux débitants d'amortir le montant de la taxe et d'autre part qu'il ne convient pas d'en assurer l'immunité pour une période plus longue aux débitants actuels.

Tous les quinze ans, le débitant qui voudra continuer l'exercice de sa profession sera tenu de payer une nouvelle taxe d'ouverture. Ce terme court pour les nouveaux débits à partir de leur ouverture et pour les débits actuellement existants à partir de la mise en vigueur de la loi.

Par quatre voix contre une, la section centrale a maintenu le même taux pour cette seconde taxe que pour la taxe primitive d'ouverture.

Toutefois elle propose de ne pas exiger de taxe d'ouverture pour les hôtels, ou les maisons de pensions qui se bornent exclusivement à débiter des boissons en même temps que les repas.

La détermination des redevables de la taxe d'ouverture introduite par la

loi de 1912 a donné lieu à de nombreuses difficultés d'application. Il importe de les résoudre et de fixer d'une façon très précise quels sont ceux qui y sont soumis.

Pour la clarté de notre exposé, nous mettons en regard du texte proposé par la Section centrale celui de la loi du 12 décembre 1912.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 19.

La taxe est due par tout nouveau débitant.

Sont considérés comme nouveaux débitants :

1° Celui qui ouvre un nouveau débit ou reprend un débit existant ;

2° Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé.

Exception est faite dans le cas où le débit, fermé pour une cause de force majeure, est remis en exploitation par la même personne dans les six mois ;

3° Celui qui transporte son débit d'une commune dans une autre non limitrophe ou ne faisant pas partie de la même agglomération.

Texte proposé par la Section centrale.

ART. 6.

La taxe est due par tout nouveau débitant.

Est considéré comme nouveau débitant :

1° Celui qui ouvre un débit dans un immeuble ou dans tout autre local n'ayant jamais servi de débit ou n'ayant plus été affecté à cet usage depuis un an ;

2° Celui qui, n'étant pas débitant, reprend un débit existant ;

3° Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé, sauf dans le cas où l'ancien débitant remet en exploitation son débit fermé depuis moins d'un an et qui n'a, à aucun moment, été affecté à une autre destination.

Le délai de réouverture est prolongé jusqu'au 20 mars 1921 pour les débitants ayant interrompu leur débit par suite des circonstances de la guerre, et jusqu'au 20 mars 1924 pour ceux dont les débits étaient installés dans des immeubles détruits pendant la guerre.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Ne sont pas considérés comme nouveaux débiteurs :

1° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint ;

2° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant ;

3° Celui qui, ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit, dans le même local, pour son compte personnel ;

4° Celui qui transporte son débit dans un autre local de la même commune.

ART. 7.

N'est pas considéré comme nouveau débiteur :

1° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint ;

2° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant ;

3° Celui qui, ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit, dans le même local, pour son compte personnel ;

4° Celui qui transporte son débit dans un autre local ayant déjà servi de débit ou dans un local n'ayant pas encore servi à cet usage mais y affecté par le propriétaire, l'emphytéote ou l'usufruitier d'un débit désaffecté, détruit ou exproprié pour autant que l'ouverture se fasse dans l'année de la suppression de l'ancien débit ;

5° Celui qui, personnellement patenté, tenait, à la date du 9 décembre 1912, un débit de boissons pour lequel un tiers s'est fait reconnaître en qualité de commettant, s'il n'a pas interrompu son débit depuis plus d'un an.

6° Le commettant dont la qualité a été reconnue à la date du 20 mars 1919 et qui n'a pas interrompu son débit depuis plus d'un an ;

7° Celui auquel est cédé une brasserie ou autre établissement avec les débits qui en dépendent ou la société à laquelle il en est fait apport.

D'autres articles règlent la situation respective du commettant et du préposé.

Le projet tranche aussi le différend auquel a donné lieu l'interprétation du § 1^{er} de l'article 21 de la loi du 12 décembre 1912, reproduit dans le 5^o de l'article 8 :

« Si un débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul considéré comme débitant pour l'application de la taxe. »

Quand le débit est-il tenu pour le compte d'un tiers ?

De nombreux conflits ont surgi à ce propos entre les brasseurs propriétaires ou locataires principaux d'un débit et leurs tenanciers.

Une circulaire ministérielle du 31 mai 1913 pose comme règle que c'est l'intérêt le plus important qui doit l'emporter et que « dès lors, quand un » brasseur a bâti, acheté ou pris en location une maison pour en faire un » café et qu'il introduit une personne spécialement commissionnée par lui » pour vendre la bière de sa fabrication et les autres boissons faisant l'objet » de son commerce, c'est lui qui, au point de vue de l'application de la taxe » d'ouverture, doit être présumé l'exploitant du café ; à cet égard, le café- » tier ou cabaretier n'est, en réalité, qu'un préposé. »

La circulaire ajoute que cette présomption sera décisive lorsqu'elle sera confirmée par une attestation conforme à un modèle déterminé par l'administration, non seulement pour les débits nouveaux, créés dans les dites conditions, mais aussi pour les débits de l'espèce ouverts antérieurement au 10 décembre 1912.

Elle applique la même présomption aux sociétés, cercles ou autres associations particulières qui sont propriétaires ou locataires principaux d'un immeuble contenant un débit.

Cette interprétation sauvegarde les intérêts des brasseurs et des associations, leur permet de se faire reconnaître les droits du commettant et ainsi d'assurer la pérennité de leurs débits, mais elle sacrifie les droits des tenanciers. Aussi souleva-t-elle de leur part de vives protestations.

Certains d'entre eux faisaient valoir qu'ils avaient fait des dépenses considérables pour améliorer leur local ou s'y créer une clientèle ; d'autres que, préposés par le brasseur à la vente de la bière ils avaient acquitté le droit de licence pour leur compte personnel, que cependant celui-ci profitait à leur détriment de l'exemption de la taxe d'ouverture.

En vue de trancher ces difficultés, le Gouvernement proposa, dans le projet budget des voies et moyens pour 1914, de dire (Article 13. § 1^{er}) : « Sauf preuve contraire, sont présumés commettants dans le sens du paragraphe 1^{er} de l'article 21 de la loi du 12 décembre 1912 :

» 1^o Les cercles, sociétés ou associations particulières, relativement aux débits de boissons établis dans les locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires ;

» 2^o Les brasseurs, distillateurs, liquoristes ou marchands de bière, relativement aux débits tenus par d'autres personnes dans les locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires et où sont vendues les boissons de leur fabrication ou faisant l'objet de leur commerce. »

Il proposa en outre une disposition transitoire (Art. 15) :

« § 1^{er}. La qualité d'ancien débitant établi à la date du 9 décembre 1912 ne sera reconnue aux cercles, sociétés, associations ou commerçants désignés au paragraphe 1^{er} de l'article 13 que s'ils ont fait reconnaître ladite qualité avant le 1^{er} novembre 1913, ou avant le 1^{er} février 1914 dans le cas où ils auraient ignoré ce premier délai.

» § 2. Celui qui, personnellement patenté, tenait, à la date du 9 décembre 1912, un débit pour lequel un tiers s'est fait reconnaître en qualité de commettant, ne sera pas considéré comme nouveau débitant s'il s'établit pour son compte personnel avant le 1^{er} janvier 1917 ou au plus tard dans les six mois qui suivront l'expiration du terme obligatoire en cours d'un bail dont il serait dûment justifié. »

La Section centrale s'était ralliée à ces propositions; cependant la Chambre vota la disjonction du projet de budget des articles relatifs à la taxe d'ouverture des débits de boissons.

Aucune solution n'intervint.

Quelle en fut la cause ?

D'aucuns reprochèrent au projet de fournir le moyen de doubler le nombre des débits existants, en permettant à tous les préposés de s'établir pour leur compte personnel sans payer la taxe d'ouverture. Ils proposaient de frapper l'immeuble dans lequel à l'avenir on établirait un nouveau débit de boissons, sauf dans le cas où il ne s'agirait que du transport des débits d'un local dans un autre de la même commune.

D'autres lui reprochèrent, au contraire, de créer un privilège en faveur d'une catégorie de propriétaires, les brasseurs, et de leur permettre de multiplier leurs débits en ne payant qu'une seule fois le droit d'ouverture.

D'autres, enfin, de ne point sauvegarder suffisamment les intérêts des préposés, parce qu'il fixait au 1^{er} janvier 1917 le terme avant lequel les préposés devaient s'établir pour leur compte personnel ou au plus tard dans le délai de six mois après l'expiration de leur bail en cours.

La Section centrale reprend le principe de la proposition transitoire et considère comme débiteurs les préposés des commettants qui tenaient déjà un débit avant le 10 décembre 1912 et qui étaient encore patentés à la date du 20 mars 1919. Mais elle ne limite plus le délai dans lequel les préposés doivent s'établir pour leur compte personnel. Elle leur reconnaît le droit de s'installer pour leur propre compte le jour où ils quitteront le débit de leur commettant.

En résumé, les textes consacrent les droits suivants :

1^o Ceux du débitant. Il peut déplacer son débit, soit dans la même commune, soit d'une commune dans une autre, pourvu qu'il s'installe dans un local déjà affecté à cette destination ou crée en remplacement d'un débit désaffecté, détruit ou exproprié.

Si ce débitant rentre dans la catégorie des préposés prévus au n° 5 de l'art. 7, son droit est plus étendu, il peut s'établir dans un local qui n'a point encore servi de débit, sans être assujéti à la taxe.

La section centrale a estimé qu'il y avait lieu de se montrer plus large

pour les préposés que pour les autres débiteurs, parce que leur situation a été parfois sacrifiée au profit de celle des commettants.

Si le local nouveau a une valeur locative supérieure à celle du local ancien, il sera tenu de payer un supplément de taxe équivalant à la différence; il en sera de même s'il passe dans une commune plus peuplée.

Son conjoint, ses enfants et ses descendants peuvent continuer son débit; ils jouissent des mêmes droits que lui.

Mais il ne peut céder ses affaires à un tiers. Cette règle subit une exception en faveur du cessionnaire d'une brasserie ou d'un autre établissement qui acquiert les débits qui en dépendent.

Cette exception se justifie. Les débits constituent dans ce cas un accessoire de la brasserie, acquis à grands frais et dont il ne serait point équitable de la priver. Le cessionnaire acquiert donc la qualité de débiteur.

2° Ceux du propriétaire d'un débit.

A. Il peut vendre ou céder sa propriété sans qu'elle perde son affectation.

B. Il peut ouvrir un nouveau débit en remplacement d'un débit désaffecté, détruit ou exproprié.

S'il n'exploite pas lui-même son débit, il peut y introduire un nouvel exploitant, pourvu que celui-ci jouisse déjà de la qualité de débiteur.

La Section centrale a adopté le projet à l'unanimité. Elle a la conviction que sa mise en application entraînera rapidement une diminution sensible du nombre des débits. Le taux élevé de la taxe constituera une sérieuse entrave à l'ouverture de nouveaux établissements.

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} étend les interdictions prévues à l'article 15 de la loi de 1912 de tenir un débit de boissons à ceux qui ont subi une condamnation pour recel et pour tenue d'une maison de jeux ou d'une agence de paris.

Il le défend également à ceux qui tiennent un bureau de placement ou d'embauchage. Cette dernière interdiction a pour but d'enrayer ce fléau de l'embauchage des ouvriers dans les cabarets. Il sévit notamment à Anvers, où trop souvent des ouvriers du port ne parviennent à se faire embaucher qu'après avoir dépensé en boisson une partie de leur salaire.

Elle ne vise pas le maintien d'un bureau de placement dans une maison des ouvriers, une maison du peuple, un cercle, qui possèdent un débit dans le même immeuble, pourvu néanmoins que les entrées soient distinctes et les locaux séparés, et qu'il y ait indépendance absolue entre le débit et le bureau de placement.

ART. 2.

L'article 2 renforce les conditions auxquelles doivent satisfaire les débits :
L'article 16 de la loi du 12 décembre 1912 confiait à un règlement com-

munal, et à défaut de celui-ci à un règlement-type, le soin de fixer les conditions spéciales que doit réunir tout nouveau débit dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité.

Un arrêté royal du 9 janvier 1913 reproduit en annexe a établi ce règlement-type. Il constitue, disent ses considérants, un minimum de réglementation que les communes ont la faculté de renforcer ou d'étendre.

L'article 2 du projet de la Section centrale confie en ordre principal à l'arrêté royal le soin de déterminer les conditions qu'exige l'intérêt de la salubrité et de la moralité publique, mais autorise les communes à les renforcer, à les compléter par un règlement communal.

Le § 2 de cet article fixe la hauteur et la superficie minima des locaux nouveaux : ils ne pourront avoir moins de 3 mètres de hauteur et une superficie inférieure à 30 mètres carrés.

ART. 13.

Cet article autorise notamment le tribunal à ordonner la fermeture du débit.

C'est là une pénalité très grave. Elle a soulevé de vives objections de la part des brasseurs. Ceux-ci redoutent que la faute d'un préposé commis à l'insu et peut-être malgré des ordres très formels du commettant ne puisse entraîner la fermeture de leur débit.

La Section centrale a estimé néanmoins nécessaire de maintenir cette sanction. Elle est importante et par le fait constitue une des meilleures garanties de l'exécution de la loi. Celle-ci n'impose pas une obligation au tribunal, elle lui accorde une faculté. Il conviendra d'ailleurs de n'appliquer cette sanction qu'avec une extrême réserve, lorsqu'elle aurait pour conséquence de frapper le commettant contre lequel aucune faute personnelle n'aurait été relevée.

Le Rapporteur,

M. MOYERSOEN.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE I.

Les deux tableaux ci-après indiquent pour chacune des années 1900 à 1918, le nombre des débits de boissons qui existaient sous le régime des lois du 19 août 1889 et du 12 décembre 1912.

I. — Régime de la loi du 19 août 1889, établissant un droit de licence sur les nouveaux débits de boissons alcooliques.

Années.	Nombre au 1 ^{er} mars		
	des débitants de boissons fermentées.	des débitants de boissons alcooliques.	des débitants de boissons fermentées ou alcooliques. Total des colonnes 2 et 3.
1	2	3	4
1900	68.910	128.911	197.821
1901	73.532	127.156	200.708
1902	78.409	125.169	203.578
1903	81.429	123.999	205.428
1904	87.268	118.789	206.057
1905	90.690	116.886	207.516
1906	92.390	116.723	209.113
1907	95.156	115.154	210.310
1908	98.158	113.751	211.909
1909	99.050	112.567	211.617
1910	100.414	111.049	211.463
1911	101.233	110.385	211.618
1912 (9 décembre)	107.141	112.264	219.405

II. — Régime de la loi du 12 décembre 1912, abolissant le droit de licence et créant une taxe d'ouverture sur tous les nouveaux débits de boissons fermentées ou alcooliques.

		Nombre de débits de boissons fermentées ou alcooliques.
Année 1913	(15 novembre)	209.229
— 1914	(1 ^{er} mars)	202.643
— 1915	—	191.622 (1)
— 1916	—	174.309 (1)
— 1917	—	168.718 (1)
— 1918	—	166.662 (2)

(1) Y compris les débits provisoirement fermés par suite de la guerre.

Par contre, le chiffre indiqué ne comprend pas les débits de la partie de la Flandre Occidentale non envahie ou non accessible aux agents de l'Administration des contributions.

(2) Non compris les débits situés dans la circonscription des bureaux dont les archives ont disparu, ni ceux qui ont été détruits par les événements de guerre. On peut en évaluer le nombre à environ 7,000.

ANNEXE II.

Arrêté royal du 9 janvier 1913

Taxe d'ouverture des débits en détail de boissons spiritueuses
ou fermentées. — Conditions d'hygiène.

ARTICLE PREMIER.

Est arrêté le règlement-type ci-annexé, qui détermine les conditions spéciales que doivent réunir, dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques, les nouveaux débits en détail de boissons spiritueuses ou fermentées.

ART. 2.

Ce règlement-type est immédiatement exécutoire dans toutes les communes, sauf dans celles où est en vigueur un règlement sur le même objet, approuvé par Nous.

ART. 3.

Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Règlement-type fixant les conditions spéciales que doivent réunir, dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques, les nouveaux débits en détail de boissons spiritueuses ou fermentées.

ARTICLE PREMIER.

Tout nouveau débit de boissons spiritueuses ou fermentées, à consommer sur place, doit être facilement accessible de la voie publique.

Est considéré comme nouveau débit, celui qui est ouvert à partir du 14 décembre 1912, dans des locaux n'ayant jamais servi de débit ou n'ayant plus servi de débit depuis au moins six mois.

ART. 2.

Les locaux du débit ont une superficie et une hauteur suffisantes pour assurer aux occupants le cube d'air nécessaire; l'élévation intérieure de chacun d'eux ne peut être inférieure à 2^m75.

ART. 3.

Les dits locaux sont pourvus de moyens efficaces d'éclairage naturel, d'aération et de ventilation; ils sont appropriés à leur destination et ne peuvent servir à l'usage domestique.

ART. 4.

Le lavage des verres se fait soigneusement au moyen d'eau propre, sans cesse renouvelée

ART. 5.

Il est établi à l'usage des clients un nombre suffisant d'urinoirs et de latrines salubres et convenables, ouvrant directement à l'air libre par porte, fenêtre ou lucarne et pourvus, au surplus, s'ils ne peuvent être placés au dehors, de moyens efficaces de ventilation permanente.

Les appareils sont munis de coupe-air à occlusion hydraulique suffisante et de chasse d'eau assurant le rinçage et l'évacuation prompte et complète des matières (1).

Les urinoirs et latrines sont placés de manière que les consommateurs y aient directement accès, sans devoir traverser aucune pièce servant à l'usage domestique.

ART. 6.

Les locaux du débit, la cour, les urinoirs et les latrines sont constamment tenus en bon état d'entretien et de propreté.

ART. 7.

Les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les porteurs de contraintes et les gendarmes sont qualifiés, conformément à l'article 26 de la loi du 12 décembre 1912, pour rechercher les infractions au présent règlement et les constater par procès-verbaux selon les règles applicables en matière de contributions directes, douanes et accises.

Ces procès-verbaux sont transmis au contrôleur des contributions du ressort.

ART. 8.

Les détaillants sont tenus de laisser pénétrer les agents désignés à l'article 7, sans aucune assistance, dans les locaux du débit.

ART. 9.

Les infractions au présent règlement sont passibles, en vertu du litt. b du n° 2 de l'article 23 de la loi précitée, d'une amende de 300 francs à 1,000 fr.; à défaut de paiement, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois.

La fermeture du débit peut, en outre, être prononcée jusqu'après le paiement de l'amende et, éventuellement, jusqu'au moment où les conditions prescrites sont réalisées.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, concernant la condamnation conditionnelle, ne sont pas applicables aux peines prévues ci-dessus (art. 27 de ladite loi du 12 décembre 1912).

(1) Cette disposition n'est applicable qu'aux débits situés sur une voie publique pourvue d'une canalisation de distribution d'eau.

Loi du 12 décembre 1912.

TITRE III.

Dispositions concernant la tenue des débits de boissons spiritueuses ou fermentées. — Taxe d'ouverture de ces débits.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions concernant la tenue des débits.

ART. 15.

§ 1^{er}. — Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée :

1° Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente, ou leurs taxes communales ou provinciales sur les débits de boissons pour la même année.

Cette déchéance est levée à partir de la date de paiement de ces impositions, et la taxe d'ouverture n'est pas exigée si le débit n'a pas été fermé pendant plus de six mois ;

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle ;

3° Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal ;

4° Ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine.

Wet van 12 December 1912.

TITEL III.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken. — Openingstaxe dezer slijterijen.

HOOFDSTUK I.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen.

ART. 15.

§ 1. — Mogen, noch in persoon, noch door tusschenpersoon, geestrijke of gegiste dranken in het klein slijten :

1° Zij die niet ten volle hebben afbetaald hunne belastingen geboekt in de kohieren der rechtstreeksche belastingen van het voorgaande jaar, of de gemeente- en provincietaxes op de drank-slijterijen voor hetzelfde jaar.

Dit verval van recht wordt opgeheven van den datum af der betaling van deze belastingen en de openingstaxe wordt niet gevorderd indien de slijterij niet langer dan zes maanden is gesloten gebleven ;

2° Zij die tot eene crimineele straf werden veroordeeld ;

3° Zij die veroordeeld werden voor een der misdrijven voorzien bij artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek ;

4° Zij die een huis van ontucht of eene inrichting van bedektelijke prostitutie houden of hebben gehouden.

Texte de la Section centrale.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions concernant la tenue des débits de boissons fermentées.

ARTICLE PREMIER.

§ 1. — Ne peuvent tenir un débit de boissons fermentées soit par eux-mêmes, soit par personne interposée :

1° Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente, ou leurs taxes communales ou provinciales sur les débits de boissons pour la même année ;

Cette déchéance est levée à partir du paiement de ces impositions et la taxe d'ouverture n'est pas exigée si le débit n'a pas été fermé pendant plus d'un an ;

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle ;

3° Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal, modifiés par les articles 48 et suivants de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance ;

4° Ceux qui ont été condamnés pour recel ;

Tekst der Middenafdeeling.

EERSTE HOOFDSTUK.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen van gegiste dranken.

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. — Mogen niet, hetzij zelf, hetzij door middel van een derden persoon, gegiste dranken in het klein verkoopen :

1° Zij, die hunne belastingen, geboekt in de kohieren der rechtstreeksche belastingen van het voorgaande jaar, of hunne gemeente- en provincie-heffingen op de drank-slijterijen voor hetzelfde jaar niet ten volle hebben afbetaald ;

Dit verbod wordt opgeheven vanaf den datum der betaling van deze belastingen en de openingstaxe wordt niet gevorderd indien de slijterij niet langer dan één jaar gesloten bleef ;

2° Zij, die tot eene lijfstraf werden veroordeeld ;

3° Zij, die veroordeeld werden wegens een der wanbedrijven voorzien bij de artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek, gewijzigd door de artikelen 48 en volgende der wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming ;

4° Zij, die veroordeeld werden wegens verhelings ;

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

Ne peuvent être commis, comme préposés, à l'exploitation du débit pour le compte d'un tiers, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux n° 2°, 3° et 4° du présent paragraphe.

§ 2. Les dispositions des n° 2°, 3° et 4° du § 1^{er} du présent article ne sont pas applicables aux débiteurs établis avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison de condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison du fait d'avoir tenu antérieurement une maison de débauche ou de prostitution.

§ 3. Sont réputés personnes interposées, le conjoint, les ascendants et les descendants habitant avec la personne déchue du droit de tenir un débit.

Mogen niet gelast worden, als aangestelden, van het houden der slijterij voor rekening van eenen derde, zij die zich in een der gevallen bevinden voorzien bij n° 2°, 3° en 4° van deze paragraaf.

§ 2. De bepalingen van n° 2°, 3° en 4° van § 1 van dit artikel zijn niet van toepassing op de slijters gevestigd vóór het in werking treden dezer wet, hetzij uit hoofde van de veroordelingen die zij vroeger zouden belopen hebben ten gevolge van vervolgingen aangevangen voor het inwerkingtreden dezer wet, hetzij uit hoofde van het feit vroeger een huis van ontucht of van prostitutie gehouden te hebben.

§ 3. Worden beschouwd als tussenpersonen, de echtgenoot en de verwanten in de op- en nedergaande lijn inwonende met den persoon wiens recht tot slijten vervallen is.

Texte de la Section centrale.

5° Ceux qui ont été condamnés pour tenue d'une maison de jeux ou d'une agence de paris ;

6° Ceux qui ont été condamnés pour avoir débité des boissons spiritueuses ;

7° Ceux qui tiennent ou qui ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine ;

8° Ceux qui tiennent un bureau de placement ou d'embauchage.

Ne peuvent être commis comme gérants ou préposés à l'exploitation du débit pour le compte d'un tiers, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux n°s 2 à 8 du présent paragraphe.

§ 2. Les dispositions des n°s 2, 3 et 7 du § 1^{er} du présent article ne sont pas applicables aux débitants de boissons établis avant le 14 décembre 1912 à raison des condamnations qu'ils auraient encourues ou des établissements qu'ils auraient tenus antérieurement à cette date.

Les dispositions des n°s 4, 5 et 6 ne sont pas applicables aux débitants de boissons établis avant la mise en vigueur de la présente loi à raison des condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant la mise en vigueur de la présente loi ou à raison des établissements qu'ils auraient tenus avant cette date.

§ 3. L'interdiction prévue au paragraphe premier du présent article s'étend au conjoint, aux ascendants et aux descendants, habitant avec la

Tekst der Middenafdeeling.

8° Zij, die veroordeeld werden wegens het houden van een speel-huis of van een kantoor voor wed-denschappen ;

6° Zij, die veroordeeld werden wegens het slijten van geestrijke dranken ;

7° Zij, die een huis van ontucht of eene inrichting voor geheime prostitutie houden of hebben ge-houden ;

8° Zij, die een verhuur- of een aanwervingskantoor houden.

Mogen niet als zaakvoerders of aangestelden belast worden met het houden der slijterij voor rekening van eenen derde, zij die zich be-vinden in een der gevallen voorzien bij de n°s 2 tot 8 van deze para-graaf.

§ 2. Het bepaalde in de n°s 2, 3 en 7 van § 1 van dit artikel is op de vóór 14 December 1912 gevestigde drankslijters niet van toepassing we-gens de veroordeelingen, welke tegen hen werden uitgesproken, of wegens de inrichtingen, welke zij vóór dien datum gehouden hebben.

Het bepaalde in de n°s 4, 5 en 6 is op de vóór het in werking treden dezer wet gevestigde drankslijters niet van toepassing wegens de veroor-deelingen, welke tegen hen werden uitgesproken op grond van vervol-gingen ingesteld vóór het in wer-king treden dezer wet, of wegens de inrichtingen, welke zij vóór dezen datum mochten gehouden hebben.

§ 3. Het verbod, bij het eerste lid van dit artikel voorzien, geldt voor den echtgenoot en voor de bloed-verwanten in de opgaande en ne-derdalende linie, inwonende bij

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

ART. 16.

Tout débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi doit réunir, dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques, des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont déterminées par un règlement communal ou, à défaut de règlement communal dûment approuvé, par un règlement-type fixé par arrêté royal.

CHAPITRE II.

Établissement de la taxe; taux, exigibilité, etc.; dispositions diverses.

ART. 17.

Le taux de la taxe d'ouverture des débits en détail de boissons spiritueuses ou fermentées est réglé ainsi qu'il suit :

ART. 16.

Elke slijterij van geestrijke of gegiste dranken in 't klein, die, te rekenen van het inwerkingtreden dezer wet, geopend wordt, moet, in het belang der openbare gezondheid en zedelijkheid, beantwoorden aan bijzondere eischen, inzonderheid ten aanzien van de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtverversching, de lichttoetreding, de verdeling binnenshuis en de binnenplaats.

Deze eischen worden bepaald door een gemeentereglement of, bij gebreke van een behoorlijk goedgekeurd gemeentereglement, door een modelreglement bepaald bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II.

Vestiging der openingstaxe; bedrag, opvorderbaarheid, enz.; verschillende bepalingen.

ART. 17.

Het bedrag van de openingstaxe der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken in het klein wordt geregeld als volgt :

Texte de la Section centrale.

personne déchuë du droit de tenir un débit.

ART. 2.

§ 1^{er}. Tout débit, ouvert à partir du 14 décembre 1912, doit réunir, dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques, des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont déterminées par arrêté royal; elles constituent un minimum de réglementation que les autorités communales conservent le droit de renforcer ou d'étendre.

§ 2. Tout débit ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi, ne pourra avoir une superficie inférieure à 30 mètres carrés ni une hauteur de moins de 3 mètres.

§ 3. Les dispositions des § 1^{er} et 2 seront applicables cinq ans après la publication de la présente loi à tous les débits de boissons qui existaient à la date du 14 décembre 1912.

CHAPITRE II.

Taxe d'ouverture : taux, exigibilité et dispositions diverses.

ART. 3.

§ 1^{er}. Le taux de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées est fixé au triple de la valeur locative, réelle ou présumée, des locaux affectés au débit, à l'exclusion des parties servant uniquement à l'habitation ou à d'autres usages, sans que la taxe puisse être inférieure à :

Tekst der Middenafdeeling.

den persoon, aan wien het recht om eene slijterij te houden is ontzegd.

ART. 2.

§ 1. Elke slijterij, te rekenen van 14 December 1912 geopend, moet, in het belang der openbare gezondheid en zedelijkheid, voldoen aan bijzondere eischen, inzonderheid ten aanzien van de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtverversching, het licht, de verdeeling binnenshuis en de binnenplaats.

Deze eischen worden bepaald bij koninklijk besluit en gelden als eene minimum-regeling; de gemeenteoverheden zijn steeds gerechtigd om er zwaardere of meerdere op te leggen.

§ 2. Voor elke slijterij, geopend vanaf het in werking treden dezer wet, mag de oppervlakte niet minder dan 30 vierkante meter en de hoogte niet minder dan 3 meter bedragen.

§ 3. Het bepaalde in § 1 en 2 is, vijf jaar na de bekendmaking dezer wet, van toepassing op al de drankslijterijen die op 14 December 1912 bestonden.

HOOFDSTUK II.

Openingstaxe : bedrag, opvorderbaarheid en onderscheidene bepalingen.

ART. 3.

§ 1. Het bedrag van de openings-taxe der slijterijen van gegiste dranken wordt bepaald op drie-maal de werkelijke of vermoede huurwaarde der lokalen dienende tot slijterij, met uitsluiting van de gedeelten, die enkel dienen tot woning of tot andere doeleinden; de taxemag echter niet minder bedragen dan :

Loi du 12 décembre 1922.

300 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de moins de 5,000 habitants;

400 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de 5,000 à 15,000 habitants;

500 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 15,000 jusqu'à 30,000 habitants;

750 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 30,000 jusqu'à 60,000 habitants;

1,000 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de plus de 60,000 habitants.

Un arrêté royal déterminera quelles communes ou parties de communes constituent, en ce qui regarde l'application du présent article, une agglomération.

La population à considérer est celle constatée par le dernier recensement décennal publié avant l'année de l'exigibilité.

La taxe est fixée uniformément à

Wet van 12 December 1912.

300 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van minder dan 5,000 inwoners;

400 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van 5,000 tot 15,000 inwoners;

500 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 15,000 tot 30,000 inwoners;

750 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 30,000 tot 60,000 inwoners;

1,000 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van meer dan 60,000 inwoners.

Een koninklijk besluit bepaalt welke gemeenten of gedeelten van gemeenten eene agglomeratie uitmaken, wat betreft de toepassing van dit artikel.

De in aanmerking te nemen bevolking is die vastgesteld door de jongste tienjaarlijkse volkstelling bekend gemaakt vóór het jaar der opvorderbaarheid.

De taxe wordt voor de reizende

Texte de la Section centrale.

600 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de moins de 5,000 habitants;

800 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de 5,000 à 15,000 habitants;

1,000 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 15,000 jusqu'à 30,000 habitants;

1,500 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 30,000 jusqu'à 60,000 habitants;

2,000 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de plus de 60,000 habitants.

La valeur locative réelle est celle qui résulte de baux normaux reconnus exacts.

La valeur locative présumée est déterminée eu égard aux valeurs locatives réelles; elle est fixée, comme en matière de contribution foncière, par le contrôleur des contributions du ressort, assisté d'un expert désigné par l'administration communale.

§ 2. *Un supplément de taxe est exigible à due concurrence en cas d'augmentation de la valeur locative du débit ou de changement de commune ou d'agglomération.*

§ 3. *Un arrêté royal détermine les communes ou parties de communes qui constituent une agglomération pour l'application du présent article.*

La population à considérer est celle constatée par le dernier recensement décennal publié avant l'année de l'exigibilité.

§ 4. *La taxe est fixée uniformé-*

Tekst der Middenafdeeling.

600 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van minder dan 5,000 inwoners;

800 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van 5,000 tot 15,000 inwoners;

1,000 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 15,000 tot 30,000 inwoners;

1,500 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 30,000 tot 60,000 inwoners;

2,000 frank in de wijken, gemeenten en agglomeraties van meer dan 60,000 inwoners.

De werkelijke huurwaarde is die, welke blijkt uit gewone, echt bevonden huurovereenkomsten.

De vermoede huurwaarde wordt bepaald naar de werkelijke huurwaarden; zij wordt vastgesteld, zooals in zake grondbelasting, door den controleur der belastingen van het gebied, met de medewerking van een deskundige aangewezen door het gemeentebestuur.

§ 2. *Eene aanvullende taxe is tot het verschuldigd bedrag invorderbaar bij verhooging van de huurwaarde der slijterij of bij verandering van gemeente of agglomeratie.*

§ 3. *Een koninklijk besluit bepaalt welke gemeenten of gedeelten van gemeenten eene agglomeratie uitmaken voor de toepassing van dit artikel.*

De in aanmerking te nemen bevolking is die vastgesteld bij de jongste tienjaarlijksche volkstelling, bekendgemaakt vóór het jaar der invorderbaarheid.

§ 4. *Voor de reizende slijterijen*

Loi du 12 décembre 1912.

500 francs pour les débits ambulants.

ART. 18.

Est considéré comme débit en détail, tout établissement où l'on vend des boissons à consommer sur place, que le local soit à demeure fixe ou non, et que le débit soit permanent ou intermittent.

On entend par débits ambulants ceux qui sont tenus dans des barques, bateaux, voitures de chemin de fer ou autres, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations transportées habituellement de localité en localité.

Wet van 12 December 1912

slijterijen eenvormig op 800 frank gesteld.

ART. 18.

Wordt beschouwd als slijterij in 't klein, alle inrichting waar dranken worden verkocht voor verbruik ter plaatse, ongeacht of het lokaal gevestigd zij of niet, en of de slijterij doorlopend of bij afwisseling gehouden wordt.

Door reizende slijterijen zijn te verstaan dezulke die gehouden worden in booten, schepen, spoorwegrijtuigjen of andere, in kermiskramen, loodsen, tenten of andere inrichtingen die doorgaans van de eene naar de andere localiteit worden overgebracht.

Texte de la Section centrale.

ment à 1,000 francs pour les débits ambulants.

ART. 4.

La taxe d'ouverture est valable pour quinze ans. Après ce terme, une nouvelle taxe est due par tout débiteur qui continue son exploitation.

Le délai de quinze ans court à partir de la publication de la présente loi pour les débits ouverts avant cette date.

ART. 5.

§ 1. Est considéré comme débit de boissons tout établissement où l'on vend des boissons fermentées à consommer sur place, que le local soit à demeure fixe ou non et que le débit soit permanent ou intermittent.

Est assimilé au fait de vendre le fait de livrer gratuitement ou de laisser consommer des boissons dans un lieu accessible au public en général ou seulement à des sociétaires ou à des clients en pension.

§ 2. Toutefois, n'est pas considéré comme débit de boissons l'hôtel, la maison de pension ou tout établissement analogue quand le débit de boissons n'a lieu qu'en même temps que les repas et aux heures de ceux-ci.

§ 3. On entend par débits ambulants ceux qui sont tenus dans des barques, bateaux, voitures de chemin de fer ou autres, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations transportées habituellement de localité en localité.

Tekst der Middenafdeeling.

wordt de taxe gelijkelijk op 1,000 frank vastgesteld.

ART. 4.

De openingstaxe is geldig voor vijftien jaar. Na dezen termijn is een nieuwe taxe verschuldigd door elken slijter, die zijn bedrijf voortzet.

De termijn van vijftien jaar neemt een aanvang vanaf de bekendmaking dezer wet ten aanzien van de slijterijen vóór dezen datum geopend.

ART. 5.

§ 1. Wordt als drankslijterij beschouwd, zonder onderscheid tusschen vast of niet vast lokaal, noch tusschen de doorlopend of bij afwisseling gehouden slijterij, elke inrichting waar men gegiste dranken verkoopt voor gebruik ter plaatse van verkoop.

Het feit, dat men dranken kosteloos levert of laat gebruiken in een lokaal toegankelijk voor het publiek in 't algemeen ofwel voor maatschappijleden of kostgangers alleen, wordt met den verkoop zelf gelijkgesteld.

§ 2. Wordt echter niet als drankslijterij beschouwd het hotel, het kosthuis, of elke soortgelijke inrichting, wanneer dranken slechts op en gedurende de maaltijden worden verkocht.

§ 3. Onder reizende slijterijen verstaat men die, welke gehouden worden in booten, schepen, spoorwegrijtuigen of andere, in kermiskramen, loodsen, tenten of andere inrichtingen, die doorgaans van de eene naar de andere plaats worden overgebracht.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 19.

La taxe est due par tout nouveau débitant.

Sont considérés comme nouveaux débitants :

1° Celui qui ouvre un nouveau débit ou reprend un débit existant ;

2° Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé.

Exception est faite dans le cas où le débit, fermé pour une cause de force majeure, est remis en exploitation par la même personne dans les six mois ;

Projet du Gouvernement.

ART. 4.

Le délai de réouverture est prolongé jusqu'au 20 mars 1921 pour les débitants ayant interrompu leur débit par suite des circonstances de la guerre et jusqu'au 24 mars 1924 pour ceux dont les débits étaient installés dans des immeubles détruits pendant la guerre.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 19.

3° Celui qui transporte son débit d'une commune dans une autre non limitrophe ou ne faisant pas partie de la même agglomération.

ART. 20.

§ 1^{er}. Ne sont pas considérés comme nouveaux débitants :

Wet van 12 December 1912.

ART. 19.

De taxe is door elk nieuwen slijter verschuldigd.

Worden beschouwd als nieuwe slijters :

1° Degene die eene nieuwe slijterij opent of eene bestaande slijterij overneemt ;

2° Degene die eene slijterij welke gesloten geweest is opnieuw in exploitatie stelt.

Uitzondering wordt gemaakt in geval de slijterij, gesloten op grond van overmacht, binnen de zes maanden door denzelfden persoon opnieuw in exploitatie wordt gesteld ;

Ontwerp van de Regeering.

ART. 4.

Het tijdsbestek tot heropening wordt verlengd tot 20 Maart 1921 voor de slijters die hunne slijterijen gevolge der oorlogsomstandigheden hebben overbroken, en tot 20 Maart 1924 voor diegenen wier slijterijen gevestigd waren in tijdens den oorlog vernielde onroerende goederen.

Wet van 12 December 1912.

ART. 19.

3° Degene die zijne slijterij van uit eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt die de eerste niet aangrenst of geen deel uitmaakt van dezelfde.

ART. 20.

§ 1. Worden niet beschouwd als nieuwe slijters :

Texte de la Section centrale.

ART. 6.

La taxe est due par tout nouveau débiteur.

Est considéré comme nouveau débiteur :

1° Celui qui ouvre un débit dans un immeuble ou dans tout autre local n'ayant jamais servi de débit ou n'ayant plus été affecté à cet usage depuis un an, sauf le cas visé aux n° 4 et 5 de l'article 7 ;

2° Celui qui, n'étant pas débiteur, reprend un débit existant ;

3° Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé, sauf dans le cas où l'ancien débiteur remet en exploitation son débit fermé depuis moins d'un an qui n'a, à aucun moment, été affecté à une autre destination.

Le délai de réouverture est prolongé jusqu'au 20 mars 1921 pour les débiteurs ayant interrompu leur débit par suite des circonstances de la guerre, et jusqu'au 20 mars 1924 pour ceux dont les débits étaient installés dans des immeubles détruits pendant la guerre.

ART. 7.

§ 1^{er}. N'est pas considéré comme nouveau débiteur :

Tekst der Middenafdeeling.

ART. 6.

De taxe is door elken nieuwen slijter verschuldigd.

Wordt als nieuwe slijter aangezien :

1° Hij, die eene slijterij opent in een goed of in elk ander lokaal, dat nooit tot slijterij diende of daartoe sedert één jaar niet meer gebruikt werd, behalve het geval voorzien bij de n° 4 en 5 van artikel 7 ;

2° Hij, die, zonder slijter te zijn, eene bestaande slijterij overneemt ;

3° Hij, die het bedrijf eener gesloten gebleven slijterij hervat, behalve wanneer de vroegere slijter het bedrijf hervat zijner sedert minder dan één jaar gesloten slijterij, waaraan op geen enkel oogenblik een andere bestemming gegeven werd.

De heropeningstermijn wordt tot 20 Maart 1921 verlengd voor de slijters, die hun bedrijf hebben onderbroken wegens de oorlogsomstandigheden, en tot 20 Maart 1924 voor hen wier slijterijen in tijdens den oorlog vernielde goederen waren gevestigd.

ART. 7.

§ 1. Wordt niet als nieuwe slijter aangezien :

Loi du 12 décembre 1912.

1° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint;

2° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant;

3° Celui qui, ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit, dans le même local, pour son compte personnel;

4° Celui qui transporte son débit dans un autre local de la même commune.

Projet du Gouvernement.

ART. 4.

1° Par un débitant patenté de ce chef à la date du 20 mars 1919, sauf s'il a commencé à débiter, pour le compte d'un commettant, postérieurement au 10 décembre 1912.

Budget des Voies et Moyens pour 1914.

ART. 15.

§ 2. — Celui qui, personnellement patenté, tenait, à la date du 9 décembre 1912, un débit pour lequel un tiers s'est fait reconnaître en qualité de commettant, ne sera pas considéré comme nouveau débitant

Wet van 12 December 1912.

1° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke door zijnen echtgenoot gehouden werd;

2° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke hetzij door zijnen vader, zijne moeder of anderen bloedverwant in de opgaande lijn hetzij door zijn bloedverwant in dalende lijn gehouden werd;

3° Degene die, deel uitgemaakt hebbende van eene genootschap of gemeenschap ten voordeele waarvan de slijterij gedreven werd, de slijterij, in hetzelfde lokaal, voor eigen rekening voorthoudt;

4° Degene die zijne slijterij naar een ander lokaal in dezelfde gemeente overbrengt.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 4.

Door een slijter uit dien hoofde op den datum van 20 Maart 1919 in 't patentrecht aangeslagen, behoudens wanneer hij na 10 December 1912, voor rekening van eenen aansteller, het slijten is begonnen.

Begroting van 's Lands Middelen voor 1914.

ART. 15.

§ 2. — Degene die, persoonlijk gepatenteerd, op den datum van 9 December 1912 eene slijterij hield waarvoor een derde zich in de hoedanigheid van lastgever heeft doen erkennen, wordt niet als nieuwe

Texte de la Section centrale.

1^o Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint;

2^o Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant;

3^o Celui qui ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit dans le même local pour son compte personnel;

4^o Celui qui transporte son débit dans un autre local *ayant déjà servi de débit ou dans un local n'ayant pas encore servi à cet usage mais y affecté par le propriétaire, l'emphytéote ou l'usufruitier d'un débit désaffecté, détruit ou exproprié, pour autant que l'ouverture se fasse dans l'année de la suppression de l'ancien débit;*

5^o Celui qui, personnellement patenté, tenait à la date du 9 décembre 1912 un débit de boissons pour lequel un tiers s'est fait reconnaître en qualité de commettant, s'il n'a pas interrompu son débit depuis plus d'un an;

6^o Le commettant dont la qualité a été reconnue à la date du 20 mars 1919 et qui n'a pas interrompu son débit depuis plus d'un an;

7^o Celui auquel est cédé une brasserie ou autre établissement avec les débits qui en dépendent ou la société à laquelle il en est fait apport.

Tekst der Middenafdeeling.

1^o Hij, die de slijterij, door zijnen echtgenoot gehouden, in hetzelfde lokaal voortzet;

2^o Hij, die de slijterij, hetzij door zijnen vader, zijne moeder of een anderen bloedverwant in de opgaande linie, hetzij door zijnen bloedverwant in de nederdalende linie gehouden, in hetzelfde lokaal voortzet;

3^o Hij, die deel uitmaakte van eene vereeniging of seitelijke gemeenschap, ten voordeele waarvan de slijterij werd gedreven, en die deze slijterij in hetzelfde lokaal voor eigen rekening voortzet;

4^o Hij, die zijne slijterij overbrengt in een ander lokaal, *dat reeds tot slijterij diende, of in een lokaal, dat daartoe nog niet diende, doch daartoe wordt gebruikt door den eigenaar, den erfpachter of den vruchtgebruiker eener aan hare bestemming onttrokken, vernielde of onteigende slijterij, voor zoover de opening geschiedt binnen één jaar na de afschaffing der vroegere slijterij;*

5^o Hij, die, persoonlijk van een patent voorzien, op 9 December 1912 eene drank-slijterij hield, waarvoor eenderde zich als lastgever deed erkennen, indien hij zijn bedrijf sedert meer dan één jaar niet onderbroken heeft;

6^o De lastgever, die op 20 Maart 1919 als zoodanig werd erkend en zijn bedrijf sedert meer dan één jaar niet onderbroken heeft;

7^o Hij, aan wien eene brouwerij of een andere inrichting wordt afgestaan met de daarvan afhangende slijterijen of met de vennootschap, waarin zij worden ingebracht.

Budget des Voies et Moyens pour 1914.

s'il s'établit pour son compte personnel avant le 1^{er} janvier 1917 ou au plus tard dans le six mois qui suivront l'expiration du terme obligatoire en cours d'un bail dont il serait dûment justifié.

Loi du 12 décembre 1912.

§ 2. Le débitant qui se trouve dans l'un des cas du présent article est tenu de faire la déclaration du changement, dans la quinzaine, au bureau du receveur des contributions du ressort.

ART. 21.

§ 1^{er}. Si un débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul considéré comme débitant pour l'application de la taxe.

§ 2. En cas de changement du préposé, le commettant est tenu d'en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort avant le jour de l'entrée en fonctions du nouveau préposé.

Begroting van 's Lands Middelen voor 1914.

slijter beschouwd indien hij zich vóór 1^{en} Januari 1917 voor eigen rekening stelt of ten laatste binnen de zes maanden na afloop van den verplichten loopenden termijn van een huurcontract waarvan ter dege bewijs zou worden geleverd.

Wet van 12 December 1912.

§ 2. De slijter op wien een der gevallen van dit artikel toepasselijk is, is gehouden, binnen de vijftien dagen, van de verandering aangifte te doen ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

ART. 21.

§ 1. Indien eene slijterij, voor rekening van eenen derde, wordt gehouden door eenen zaakvoerder of anderen aangestelde, wordt, voor de toepassing der taxe, de lastgever alleen als slijter beschouwd.

§ 2. Ingeval van verandering van den aangestelde, is de lastgever gehouden aan den ontvanger der belastingen van het gebied daarvan aangifte te doen vóór den dag waarop de nieuwe aangestelde zijne betrekking aanvaardt.

Texte de la Section centrale.

Tekst der Middenafdeeling.

§ 2. Le débitant qui se trouve dans l'un des cas prévus par le présent article est tenu *d'en faire la déclaration* au bureau du receveur des contributions du ressort et de lui remettre, selon le cas, le certificat de l'autorité communale prévu à l'article 9.

ART. 8.

* § 1^{er}. Si un débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul considéré comme débitant pour l'application de la taxe.

§ 2. En cas de changement du gérant ou du préposé, le commettant est tenu d'en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort avant le jour de l'entrée en fonctions du nouveau gérant ou préposé.

Il lui remet en même temps un certificat de l'autorité communale constatant que le gérant ou le préposé, son conjoint, ses ascendants et ses descendants habitant avec lui ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion prévus par l'article premier.

§ 2. De slijter, die zich bevindt in een der gevallen bij dit artikel voorzien, is gehouden *de aangifte daarvan te doen* ten kantore van den ontvanger der belastingen *van het gebied en hem, naar het geval, het bij artikel 9 voorzien bewijsschrift der gemeenteoverheid te overhandigen.*

ART. 8.

§ 1. Indien eene slijterij door eenen zaakvoerder of een anderen aangestelde wordt gehouden voor rekening van eenen derde, wordt, voor de toepassing der taxe, alleen de lastgever als slijter aangezien.

§ 2. Treedt een nieuwe zaakvoerder of aangestelde op, dan is de lastgever gehouden, aangifte daarvan te doen bij den ontvanger der belastingen van het gebied vóór den dag waarop de nieuwe zaakvoerder of aangestelde in bediening treedt.

Tevens overhandigt hij hem een bewijsschrift der gemeenteoverheid, waaruit blijkt dat geen enkel van de gevallen van uitsluiting, bij het eerste artikel voorzien, van toepassing is op den zaakvoerder of den aangestelde, op zijnen echtgenoot en zijne bloedverwanten in de opgaande en nederdalende linie, die bij hem inwonen.

Budget des Voies et Moyens pour 1911.

ART. 13.

§ 2. Le commettant est responsable des impositions relatives au débit; à défaut de paiement par le préposé, il peut être poursuivi par voie directe.

ART. 13.

§ 1^{er}. Sauf preuve contraire, sont présumés commettants dans le sens du § 1^{er} de l'article 21 de la loi du 12 décembre 1912 :

1° Les cercles, sociétés ou associations particulières, relativement aux débits de boissons établis dans les locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires;

2° Les brasseurs, distillateurs, liquoristes ou marchands de bières, relativement aux débits tenus par d'autres personnes dans des locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires et où sont vendues les boissons de leur fabrication ou faisant l'objet de leur commerce.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 22.

Quinze jours au moins avant de commencer son exploitation, le nouveau débitant remet au receveur des contributions du ressort une déclaration d'ouverture, de reprise ou de réouverture, dans la forme arrêtée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration indique avec précision la situation du débit.

Begrooting van 's Lands Middelen voor 1914.

ART. 13.

§ 2. De lastgever is verantwoordelijk voor de belastingen hebbende betrekking op de slijterij; bij gebreke van betaling door den aangestelde, kan hij bij rechtstreekschen wege vervolgd worden.

ART. 13.

§ 1. Behoudens tegenbewijs, worden voorondersteld lastgevers te zijn in den zin van § 1 van artikel 21 der wet van 12 December 1912 :

1° De kringen, maatschappijen of bijzondere vereenigingen, met betrekking tot de drankslijterijen gevestigd in de lokalen waarvan zij eigenaars of hoofdhuurders zijn;

2° De brouwers, stokers, likeurstokers of bierhandelaars, met betrekking tot de slijterijen gehouden door andere personen in lokalen waarvan zij eigenaars of hoofdhuurders zijn en waarin worden verkocht de dranken hunner fabricatie of die voorwerp van hunnen handel uitmaken.

Wet van 12 December 1912.

ART. 22.

Ten minste vijftien dagen vóór dat hij zijne exploitatie begint, dient de nieuwe slijter, bij den ontvanger der belastingen van het gebied, eene aangifte in van opening, van overneming of van heropening, in den vorm vastgesteld door den Minister van Financiën.

Deze aangifte wijst nauwkeurig de ligging der slijterij aan.

Texte de la Section centrale.

Tekst der Middenafdeeling.

§ 3. *Le commettant est responsable des impositions relatives au débit; à défaut de paiement par le gérant ou le préposé, il peut être poursuivi par voie directe.*

§ 4. *Sont présumés commettants, sauf preuve contraire :*

1° *Les cercles, sociétés ou associations particulières, relativement aux débits établis dans les locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires;*

2° *Les brasseurs ou marchands de boissons, relativement aux débits tenus par d'autres personnes dans des locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires et où sont vendues des boissons de leur fabrication ou faisant l'objet de leur commerce.*

ART. 9.

Quinze jours au moins avant de commencer son exploitation, le nouveau débitant remet au receveur des contributions du ressort une déclaration dans la forme arrêtée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration indique avec précision la situation *des locaux*

§ 3. *De lastgever is aansprakelijk voor de belastingen betreffende de slijterij; bij gebreke van betaling door den zaakvoerder of aangestelde, kan hij rechtstreeks vervolgd worden.*

§ 4. *Worden verondersteld lastgevers te zijn, behoudens tegenbewijs :*

1° *De kringen, maatschappijen of bijzondere vereenigingen, wat betreft de slijterijen gevestigd in de lokalen, waarvan zij de eigenaars of de voornamen huurders zijn;*

2° *De brouwers of drankhandelaars, wat betreft de slijterijen gehouden door andere personen in lokalen, waarvan zij de eigenaars of voornamen huurders zijn en waar dranken worden verkocht, die door hen zijn bereid of waarin zij handel drijven.*

ART. 9.

Ten minste vijftien dagen voordat hij zijn bedrijf begint, wordt door den nieuwen slijter bij den ontvanger der belastingen van het gebied eene aangifte ingediend in den vorm vastgesteld door den Minister van Financiën.

In deze aangifte worden nauwkeurig aangeduid de ligging *der tot slij-*

Loi du 12 décembre 1912.

Elle est accompagnée d'un certificat de l'autorité communale compétente attestant :

1° Que le débit réunit les conditions exigées en vertu de l'article 16;

2° Que le débitant ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 15, n° 2°, 3° et 4°, de la présente loi.

ART. 23.

§ 1^{er}. — La taxe est payée, en une fois, au moment de la remise de la déclaration.

Toutefois, en cas de contestation ou si un complément d'information est nécessaire, la taxe est payée après avertissement du receveur notifiant l'acceptation définitive de la déclaration.

§ 2. — Il n'y a lieu à restitution que si la profession n'a pas été exercée.

Wet van 12 December 1912.

Zij gaat vergezeld van een bewijs-schrift van de bevoegde gemeente-overheid, ten blijkke :

1° Dat de slijterij aan de voorwaarden voldoet krachtens art. 16 geëischt;

2° Dat de slijter zich niet bevindt in een der gevallen van uitsluiting voorzien bij artikel 15, n° 2°, 3° en 4° dezer wet.

ART. 23.

§ 1. — De taxe wordt dadelijk bij de indiening der aangifte ineens betaald.

Echter, in geval van geschil of wanneer aanvullende inlichtingen noodig zijn, wordt de taxe betaald na waarschuwing van den ontvanger berichtende de eindaanvaarding der aangifte.

§ 2. — Dan alleen geeft het pas aan teruggave wanneer het ambt niet uitgeoefend werd.

Texte de la Section centrale.

affectés au débit et la valeur locale réelle ou présumée. Elle est accompagnée d'un plan du local devant servir de débit et, selon le cas, d'un certificat de l'autorité communale compétente attestant :

1° Que le débit réunit les conditions exigées en vertu de l'article 2;

2° Que le débitant, son conjoint, ses ascendants ou descendants habitant avec lui ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 1^{er}, nos 2° à 8°, de la loi.

ART. 10.

§ 1^{er}. — La taxe est payée en une fois au moment de la déclaration.

§ 2. — *Le débit ne peut être ouvert qu'après avis du receveur que les conditions prescrites par la loi et les arrêtés royaux pris en exécution de celle-ci sont réunies.*

Cet avis doit être remis dans les huit jours de la déclaration.

A défaut d'autorisation, d'ouverture, la somme payée est restituée.

Tekst der Middenafdeeling.

terij gebruikte lokalen, alsmede de werkelijke of vermoede huurwaarde. Daaraan worden toegevoegde een plan van het lokaal dat tot slijterij dienen moet en, naar het geval, een bewijs-schrift van de bevoegde gemeente-overheid, waaruit blijkt :

1° Dat de slijterij aan de bij artikel 2 gestelde vereischten voldoet;

2° Dat de slijter, zijn echtgenoot, zijne bloedverwanten in de opgaande of in de nederdalende linie, die bij hem inwonen, zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting, voorzien bij artikel 1, nos 2° tot 8°, der wet

ART. 10.

§ 1. — De taxe wordt bij de aangifte in eens betaald.

§ 2. *De slijterij mag slechts worden geopend na bericht door den ontvanger, dat er is voldaan aan de vereischten gesteld door de wet en de ter hare uitvoering genomen koninklijke besluiten.*

Dit bericht moet binnen acht dagen na de aangifte ter hand gesteld worden.

Is de opening niet toegelaten, dan wordt de betaalde som teruggegeven.

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

ART. 24.

Toute réclamation en matière de taxe d'ouverture est, à peine de déchéance, adressée, dans les trois mois du paiement, au directeur provincial des contributions directes, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés en matière de contributions directes.

ART. 24.

Alle bezwaar in zake openings-taxe moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betaling worden ingediend bij den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen, die door eene met redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld in den vorm en binnen de termijnen bepaald in zake rechtstreeksche belastingen.

Texte de la Section centrale.

§ 3. — *Le supplément de taxe, prévu par l'article 3 § 2, est payable dans les dix jours de la notification de l'expertise ou du transfert du débit.*

La réclamation contre l'évaluation ne suspend pas l'exigibilité du supplément.

ART. 11.

Toute réclamation en matière de taxe d'ouverture est, à peine de déchéance, adressée, dans les trois mois du paiement, au directeur provincial des contributions directes qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés en matière de contributions directes.

Tekst der Middenafdeeling.

§ 3. — *De aanvullende taxe voorzien bij artikel 3, § 2, is betaalbaar binnen tien dagen na de beteekening van de schatting of van het overbrengen der slijterij.*

De invorderbaarheid van de aanvullende taxe wordt door het inbrengen van bezwaren tegen de schatting niet geschorst.

ART. 11.

Elk bezwaar in zake openingstaxe moet, op straffe van verval, binnen drie maanden na de betaling worden ingediend bij den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen, die door eenemet redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld op de wijzen en binnen de termijnen bepaald in zake rechtstreeksche belastingen.

Projet du Gouvernement.

TITRE IV.

Dispositions générales concernant les infractions. — Abrogations. — Dispositions transitoires. — Mise en exécution de la loi.

ART. 5.

Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

ART. 6.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contraintes, ainsi que les délégués du Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

ART. 7.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 6 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où

Ontwerp der Regeering.

TITEL IV.

Algemeene bepalingen betreffende de overtredingen. — Afschaffingen. — Overgangsbepalingen. — Tenuitvoerlegging der wet.

ART. 5.

Op de overtredingen voorzien bij deze wet worden van toepassing gemaakt de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de verantwoordelijkheid.

ART. 6.

Al de ambtenaars en beambten van het Beheer des rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde gemeenteambtenaars en agenten, de gendarmen, de dwangbevel dragers, alsmede de afgevaardigden der Regeering of der gemeentebesturen voor het toezicht op het bereiden van en den handel in eetwaren, zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 7.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij aan de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de onder artikel 6 vermelde agenten zonder bijstand laten binnentreden in al de gedeelten van zijne inrichting, met inbegrip van de aanhoorig-

Texte de la Section centrale.

Tekst der Middenafdeeling.

CHAPITRE III.

HOOFDSTUK III.

Dispositions générales concernant les infractions.

Algemeene bepalingen betreffende de overtredingen.

ART. 12.

ART. 12.

Sont rendues applicables aux infractions à la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises, concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

De bepalingen der wetten en reglementen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opmaken en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de aansprakelijkheid zijn van toepassing op de overtredingen dezer wet.

ART. 13.

ART. 13.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes et les porteurs de contraintes, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater *seuls* toutes les infractions à la présente loi.

Al de ambtenaren en beambten van het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde ambtenaren en agenten der gemeenten, de gendarmen en de dwangbevel dragers zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet *alleen* op te sporen en vast te stellen.

ART. 14.

ART. 14.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 13 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij voor de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de in artikel 13 vermelde agenten, zonder bijstand, laten binnentreden in al de gedeelten zijner inrichting, met inbegrip van de aanhoorighe-

Projet du Gouvernement.

les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

Loi du 12 décembre 1912.

CHAPITRE III.

Pénalités.

ART. 25.

§ 1^{er}. Sont punis :

1° D'une amende égale au double de la taxe, indépendamment du paiement de celle-ci, toute infraction à l'article 19;

2° D'une amende de 300 à 1,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n^{os} 2^o, 3^o et 4^o de cet article.

La fermeture du débit est en outre prononcée; l'exécution de cette mesure peut toutefois être reculée de six mois si l'exploitant n'est que locataire;

Ontwerp der Regeering.

heden waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden der andere gedeelten van de inrichting, alsmede van de belendende woning is afhankelijk van de toelating des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tussen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Bovendien is de slijter gehouden desgevallende monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

Wet van 12 December 1912.

HOOFDSTUK III.

Strafbepalingen.

ART. 25.

§ 1. Worden gestraft :

1° Met eene boete gelijk aan twee maal de taxe, onverminderd de betaling dezer laatste, elke overtreding van artikel 19;

2° Met éene boete van 300 tot 1,000 frank :

a) Elke overtreding van artikel 15, § 1, door iederen persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij n^{rs} 2^o, 3^o en 4^o van dit artikel.

Daarénboven wordt de sluiting van de slijterij uitgesproken; is de slijter slechts huurder, dan mag de ten uitvoerlegging van dezen maatregel voor zes maanden worden verschoven;

Texte de la Section centrale.

les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

CHAPITRE IV.

Pénalités.

ART. 15.

§ 1^{er}. Sont punis :

1^o D'une amende égale au double de la *taxe intégrale ou partielle*, indépendamment du paiement de celle-ci, toute infraction aux articles 3, 4, 6 ou 10;

2^o D'une amende de 300 à 4,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 1^{er}, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n^{os} 2 et suivants de cet article.

b) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par les articles 13 et 14, et généralement tout acte du débitant, de son préposé ou d'un

Tekst der Middenafdeeling.

den, waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betrekken van de overige gedeelten der inrichting, alsmede van de belendende woning wordt afhankelijk gesteld van de machtiging des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Bovendien is de slijter gehouden, bij voorkomend geval, monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

HOOFDSTUK IV.

Strafbepalingen.

ART. 15.

§ 1. Worden gestraft :

1^o Met eene boete gelijk aan tweemaal de *volle of gedeeltelijke* taxe, onverminderd de betaling dezer laatste, elke overtreding van de artikelen 3, 4, 6 of 10;

2^o Met eene boete van 300 tot 4,000 frank.

a) Elke overtreding van artikel 1, § 1, door elken persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de n^{os} 2 en volgende van dit artikel.

b) Elke weigering van toegang of elk ander feit dat strekt om den toegang, voorzien bij de artikelen 13 en 14, te verhinderen of te belemmeren, en, over 't algemeen, elke handeling

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

b) Toute infraction à l'article 16 ou aux mesures prises pour son exécution;

3° D'une amende de 25 à 100 francs, les infractions :

a) Au § 2 de l'article 20 et au § 2 de l'article 21;

b) A l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du n° 1° de ce paragraphe;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées aux n°s 1° et 2° du présent article et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 3° de cet article.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 15, § 1^{er}, n° 1°, à l'article 16 ou à l'article 23, la fermeture du débit peut être prononcée, soit jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes, soit jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 16 sont réalisées.

b) Elke overtreding van artikel 16 of van de maatregelen genomen tot uitvoering daarvan;

3° Met eene boete van 25 tot 100 frank, de overtredingen :

a) Van § 2 van artikel 20 en van § 2 van artikel 21;

b) Van artikel 15, § 1, door elken persoon die zich in het geval van n° 1° van deze paragraaf bevindt;

c) Van alle bepaling dezer wet waaromtrent geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij niet betaling wordt, voor de overtredingen bedoeld onder n°s 1° en 2° van dit artikel, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden en, voor die voorzien onder n° 3° van dit artikel, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand.

§ 3. Ingeval van overtreding van artikel 15, § 1, n° 1°, van artikel 16 of van artikel 23 kan de sluiting der slijterij worden uitgesproken, hetzij tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, heizij tot het oogenblik waarop de krachtens artikel 16 voorgeschreven voorwaarden vervuld zijn.

Texte de la Section centrale.

tiers, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des infractions.

Dans les cas prévus sous les litt. *a* et *b* ci-dessus, la fermeture du débit peut en outre être prononcée.

c) Toute infraction à l'article 2 ou aux mesures prises pour son exécution;

3° D'une amende de 25 à 100 francs, les infractions :

a) Au § 2 de l'article 7 et au § 2 de l'article 8;

b) A l'article 1^{er}, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du n° 1 de ce paragraphe;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées aux n°s 1° et 2° du présent article et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 3° de cet article.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 1^{er}, § 1^{er} n° 1°, à l'article 2 ou à l'article 10, la fermeture du débit peut être prononcée, soit jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes, soit jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 2 sont réalisées.

§ 4. En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés.

Tekst der Middenafdeeling.

van den slijter, van zijnen aangestelde of van een derde, welke strekt om de opsporing of de vaststelling der overtredingen te verhinderen of te belemmeren.

Bovendien kan, in de gevallen voorzien bij bovenstaande litt. *a* en *b*, de sluiting van de slijterij uitgesproken worden.

c) Elke overtreding van artikel 2 of van de maatregelen ter uitvoering daarvan genomen;

3° Met eene boete van 25 tot 100 frank, de overtredingen :

a) Van § 2 van artikel 7 en van § 2 van artikel 8;

b) Van artikel 1, § 1, door elken persoon die zich in het geval van n° 1° dezer paragraaf bevindt;

c) Van elke bepaling dezer wet, waarvoor geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij niet-betaling wordt, voor de overtredingen bedoeld bij de n°s 1° en 2° van dit artikel, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden, en voor die voorzien bij n° 3° van dit artikel, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand.

§ 3. Bij overtreding van artikel 1, § 1, n° 1°, van artikel 2 of van artikel 10, kan de sluiting der slijterij worden uitgesproken, hetzij tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, hetzij tot het oogenblik waarop aan de bij artikel 2 gestelde eischen is voldaan.

§ 4. Bij herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf op het dubbel gebracht.

Projet du Gouvernement.

ART. 8.

§ 4. Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 9.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 10.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 29.

L'ouverture d'un nouveau débit, la reprise d'un débit existant et tous autres faits déterminant l'exigibilité de la taxe d'ouverture, qui auront lieu du 10 au 31 décembre 1912 inclusivement, tomberont sous l'application de la présente loi.

Dans ces cas, les délais pour la déclaration et le paiement de la taxe, ainsi que les autres mesures d'exécution, seront fixés par le Ministre des finances,

Wet van 12 December 1912.

ART. 8.

§ 4. Artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij het tegenwoordig artikel voorziene overtredingen.

ART. 9.

Ingeval van herhaald vergrijp mag de Minister van Financiën geene dading treffen omtrent de straffen beloopt wegens overtreding dezer wet.

ART. 10.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling, zijn op de bij dezewet voorziene straffen niet van toepassing.

Wet van 12 December 1912.

ART. 29.

De opening van eene nieuwe slijterij, de overneming van eene bestaande slijterij en alle andere feiten welke de opvorderbaarheid der openingstaxe te weeg brengen, welke plaats zullen hebben van den 10^{en} tot 31 December 1912, vallen onder de toepassing dezer wet.

In deze gevallen worden de termijnen voor de aangifte en de betaling der taxe, alsmede de andere uitvoeringsmaatregelen, door den Minister van Financiën bepaald,

Texte de la Section centrale.

ART. 16.

Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 17.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 18.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 19.

L'ouverture d'un nouveau débit, la reprise d'un débit existant et tous autres faits déterminant l'exigibilité de la taxe d'ouverture *survenus entre le 21 mars 1919 et la date de la mise en vigueur de la présente loi inclusivement tombent sous son application.*

Dans ces cas, les délais pour la déclaration et le paiement de la taxe, ainsi que les autres mesures d'exécution, seront fixés par le Ministre des Finances.

Tekst der Middenafdeeling.

ART. 16.

De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

ART. 17.

In geval van herhaling kan de Minister geen dading aangaan over de straffen, wegens overtreding dezer wet uitgesproken.

ART. 18.

Het bepaalde in artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeeling is op de bij deze wet voorziene straffen niet van toepassing.

ART. 19.

De opening van eene nieuwe slijterij, de overneming van eene bestaande slijterij en alle andere feiten, die de openingstaxe invorderbaar maken en zich voordoen *vanaf 21 Maart 1919 tot en met den dag van het in werking treden dezer wet, vallen onder hare toepassing.*

In deze gevallen worden de termijnen voor de aangifte en de betaling der taxe, alsmede de overige uitvoeringsmaatregelen, door den Minister van Financiën bepaald.

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

ART. 28.

Sont abrogés :

1° L'article 2, 1°, et les articles 4 à 14 de la loi du 19 août 1889 ;

2° L'article 141 de la loi du 15 avril 1896.

ART. 28.

Worden afgeschaft :

1° Artikel 2, 1°, en de artikelen 4 tot 14 der wet van 19 Augustus 1889 ;

2° Artikel 141 der wet van 15 April 1896.

ART. 31.

La présente loi sera obligatoire à partir du lendemain de sa publication.

ART. 31.

Deze wet is daags na hare afkondiging verplichtend.

Texte de la Section centrale.

ART. 20.

Le produit de la taxe établie par la présente loi, après déduction de 5 p. c. pour frais d'administration, est attribué au fonds spécial conformément à l'article 3 de la loi du 12 décembre 1912.

ART. 21.

Le titre III de la loi du 12 décembre 1912 est abrogé.

ART. 22.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Tekst der Middenafdeeling.

ART. 20.

De opbrengst van de bij deze wet vastgestelde taxe wordt, na aftrek van 5 t. h. voor bestuurskosten, overeenkomstig artikel 3 der wet van 12 December 1912 aan het bijzonder fonds toegekend.

ART. 21.

Titel III der wet van 12 December 1912 wordt ingetrokken.

ART. 22.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JULI 1919.

Wetsontwerp tot bestrijding van het alcoholisme ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MOYERSON,

MIJNE HEEREN,

De drie Middenafdeelingen, belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot bestrijding van het alcoholisme, n^o 113, van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling betreffende den alcohol, n^o 112, en het wetsvoorstel van alcoholwet, n^o 70, hebben samen beraadslaagd.

De onderscheidene voorgelegde ontwerpen streven inderdaad, langs verschillende wegen, een zelfde doel na, met name de bestrijding van het alcoholisme.

Het wetsontwerp tot bestrijding van het alcoholisme bestaat uit twee, duidelijk onderscheiden deelen.

Het eerste verbiedt den verkoop van alcohol in al de drankslijterijen. Door het tweede wordt het verboden nieuwe slijterijen van gegiste dranken te openen.

De Middenafdeeling heeft beide deelen van het ontwerp gesplitst.

Het verslag, dat wij de eer hebben in te dienen, betreft enkel het openen van nieuwe slijterijen van gegiste dranken. Al wat het verkoopen en het slijten van alcohol betreft, zal behandeld worden in een bijzonder verslag, hetwelk zal gevoegd worden bij dat der Middenafdeeling over het wetsontwerp tot wijziging van de fiscale regeling betreffende den alcohol.

De Middenafdeeling heeft dus de opheffing van het besluit-wet van 15 November 1918 geschorst. Aldus zal de Kamer in staat zijn, het alcoholvraagstuk in zijn geheel te behandelen.

* * *

Het beginsel der beperking van het aantal drankslijterijen wordt algemeen aangenomen.

België is het land, waar, naar evenredigheid van zijne bevolking, het grootst aantal slijterijen bestaan.

(1) Wetsontwerp, n^o 113.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Fieullien, Mabilie, Moyersoen, Pepin, Troclet en Van de Perre.

In 1912	was er 1 voor	34 inwoners.
In Frankrijk.	» 1 »	81 »
In Zwitserland	» 1 »	143 »
In Engeland.	» 1 »	181 »
In Duitschland	» 1 »	246 »
In de Vereenigde Staten	» 1 »	380 »
In Rusland	» 1 »	1170 »

Dit aantal dient te worden verminderd.

Hoe zullen wij daartoe geraken?

Twee stelsels zijn voorhanden :

A. In elke gemeente het aantal slijterijen beperken naar evenredigheid van hare bevolking.

Deze afdoende maatregel staat gelijk met het dadelijk sluiten van een aanzienlijk aantal slijterijen, doch stuit op praktische bezwaren. Men zou de houders en de eigenaars van slijterijen moeten schadeloosstellen.

B) De bestaande slijterijen behouden, doch het openen van nieuwe slijterijen verbieden of deze opening afhankelijk stellen van bezwarende voorwaarden.

De wetgever van 1912 verklaarde zich voor dit laatste stelsel. Hij stelde de opening eener nieuwe slijterij afhankelijk van de betaling eener taxe evenredig aan het cijfer der plaatselijke bevolking.

Deze taxe bedraagt 300 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van minder dan 5,000 inwoners.

400 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van 5,000 tot 15,000 inwoners ;

500 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van 15,000 tot 30,000 inwoners ;

750 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van 30,000 tot 60,000 inwoners ;

1.000 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van meer dan 60,000 inwoners ;

Bij het aannemen der wet van 1912 bereikte het aantal slijterijen van alcoholische of gegiste dranken het geheel bedrag van 219,403.

Op 13 November 1913 was het verminderd tot 209,229—

Op 1 Maart 1914 was het nog slechts 202,643.

Dus, na verloop van vijftien maanden, eene vermindering van 16,761 slijterijen.

Op 1 Maart 1915, was het gedaald tot op 191,622 (1).

» 1916, » 174,309 (1).

» 1917, » 168,718 (1).

» 1918, » 166,662 (2).

(1) Met inbegrip van de wegens den oorlog voorloopig gesloten slijterijen. Daarentegen zijn in het aangegeven getal niet begrepen de slijterijen in het gedeelte van West-Vlaanderen dat, op vermeld tijdstip, niet bezet of niet toegankelijk was voor de beambten van het beheer der belastingen.

(2) Daaronder niet begrepen de slijterijen gelegen in het gebied der kantoren, wier bescheiden zijn verdwenen, noch die welke door den oorlog werden vernield. Het aantal daarvan kan op ongeveer zeven duizend geraamd worden.

Deze laatste uitslagen zijn ongetwijfeld niet volkomen echt, en wel wegens den oorlog; toch schijnt het dat de wet uitnemende gevolgen hebben moest.

Anderzijds leverde de openingstaxe de volgende ontvangsten op :

In 1913. . .	1.830.022,50.
In 1914. . .	1.048.133,00.
In 1915. . .	299.394,38.
In 1916. . .	334.471,79.
In 1917. . .	303.401,66.
In 1918. . .	392.811,89.

Het ontwerp der Regeering doet een stap verder in zake beperking; het verbiedt nieuwe slijterijen te openen, behalve in uitzonderlijke gevallen.

Dit ontwerp werd in de Middenafdeeling breedvoerig behandeld. Deze heeft het, ten slotte, afgewezen wegens de moeilijkheden en de bezwaren, welke zijne toepassing oplevert.

Dient er te worden gewezen op het ontzaglijk voorrecht dat daaruit ten bate van de huidige slijters en van hunne nakomelingen zou voortvloeien, evenals op de aanzienlijke meerdere waarde welke de wet aan de tot slijterij dienende vaste goederen zou geven, zonder eenige winst voor de Staatskas!

Moest dergelijk verbod in werking treden, dan zou men den huidige toestand van al de slijters en al de eigenaars van slijterijen volkomen en volstrekt moeten vrijwaren en, als gevolg daarvan, al de thans daartoe ingerichte lokalen, in welke handen zij ook overgaan, voor altijd tot slijterij bestemmen; daarenboven zou men aan de huidige slijters, zonder onderscheid tusschen zelfstandige slijters, aangestelden of lastgevers, het recht moeten verzekeren hun bedrijf voort te zetten, hetzij in het huidig lokaal zoo zij er eigenaars van zijn, hetzij in een ander lokaal indien zij er slechts huurders van zijn. Op die wijze zou de wet aanvangen met de mogelijke splitsing van een aanzienlijk aantal slijterijen.

Andere moeilijkheden zouden haar overigens in den weg staan.

Er zijn gevallen, waar de opening van een nieuwe slijterij zich opdringt. Het wetsontwerp voorziet zulks en bepaalt dat « in uitzonderlijke gevallen, » het openen eener nieuwe slijterij van ter plaatse van verkoop te gebruiken » draken door den Minister van Financiën kan worden toegelaten op » voorstel van het gemeentebestuur, de Bestendige Afvaardiging gehoord » zijnde. De toelatingen worden in het *Belgisch Staatsblad* bekend gemaakt ».

In de Memorie van Toelichting wordt als voorbeeld van uitzonderlijke gevallen aangegeven, de oprichting eener nieuwe agglomeratie bij het in bedrijf stellen der Limburgsche kolenmijnen.

Dit is klaarblijkelijk onvoldoende. Men kan talrijke andere gevallen voorzien, welke hoegenaamd niet van uitzonderlijken aard zijn en waarin de oprichting van eene nieuwe slijterij nochtans zou gewettigd en zou moeten toegelaten zijn: vermelden wij de opening van een kring, de oprichting van een hôtel of een eethuis, b. v., in de nabijheid van eene spoorwegstatie, in eene zomerverblijfsplaats, enz. In al deze gevallen zou men ofwel aan de wet een uitgebreiden zin moeten geven, dien de voorgestelde tekst niet heeft, ofwel toelatingen weigeren, die nochtans wenschelijk zouden zijn.

De regeling tot het bekomen eener machtiging geeft overigens aanleiding, tot de hevigste bezwaren. Het gemeentebestuur oordeelt in eersten aanleg over de gepastheid der aanvraag. Aan dat bestuur is de taak opgedragen ze in te dienen. Zal het kunnen weerstaan aan de dringende aanzoecken van belanghebbende politieke vrienden? Zal het de meest gegronde redenen, door tegenstaanders aangevoerd, in acht nemen? Zelfs wanneer het met de grootste onpartijdigheid handelt, zal het nog verdacht worden, want de gewinzucht zal steeds meer beginnen te woeden naarmate de vermindering van het aantal slijterijen grootere winsten zal verzekeren aan den gelukkigen bevooroordeelde.

Ongetwijfeld kan daarin in zekere mate worden voorzien door de openbare aanbesteding van de slijterij; niettemin laat het stelsel talrijke bezwaren voortbestaan. Het is meer van theoretischen dan van practischen aard. Het neemt hoegenaamd niet in aanmerking de talrijke omstandigheden, die de openbare machten, gelast tusschenbeide te komen bij het verleenen van de toelating, kunnen beïnvloeden.

De Middenafdeeling was van oordeel dat, zoo men een duurzaam werk tot stand brengen wil, het noodig is, de beginselen der wet van 12 December 1912 te handhaven, mits men deze wet verbetert.

De wijzigingen, welke zij voorstelt daarin te brengen, bedoelen hoofdzakelijk het opleggen van grootere eischen aan de slijters in zedelijk opzicht, evenals in gezondheidsopzicht betreffende de lokalen der slijterijen, alsmede de verhooging der openingstaxe.

Tegen deze wet werd aangevoerd het verwijt, dat zij eene gelijke taxe eischt voor al de slijterijen in een zelfde wijk of in eene zelfde agglomeration, welke de belangrijkheid der slijterij ook zij.

De Middenafdeeling stelt voor, de openingstaxe te bepalen naar evenredigheid van de werkelijke of vermoede waarde der tot slijterij dienende lokalen, met een minimum bedrag dat het dubbel der huidige taxe zou bereiken; vervolgens, de taxe slechts voor een termijn van vijftien jaar geldig te maken.

Zij is van oordeel, dat deze termijn volstaat opdat de nieuwe slijters het bedrag der taxe kunnen delgen en, anderzijds, dat de vrijstelling daarvan voor een langeren termijn niet dient te worden verzekerd aan de huidige slijters.

De slijter, die zijn bedrijf wil voortzetten, zal verplicht zijn om de vijftien jaar een nieuwe openingstaxe te betalen. Deze termijn gaat in, voor de nieuwe slijterijen, vanaf het openen daarvan; voor de thans bestaande slijterijen, vanaf het in werking treden der wet.

Met vier stemmen tegen ééne, heeft de Middenafdeeling voor deze tweede taxe, hetzelfde bedrag behouden als voor de aanvankelijke openingstaxe.

Zij stelt echter voor, de openingstaxe niet te eischen voor hotels of kosthuizen, welke er zich uitsluitend bij bepalen, op en gedurende de maaltijden dranken te verkoopen.

De aanduiding van hen, die de openingstaxe ingevoerd door de wet van 1912 verschuldigd zijn, heeft tot talrijke moeilijkheden van toepassing aan-

leiding gegeven. Deze moeilijkheden dienen te worden opgelost en op zeer nauwkeurige wijze behoeft men vast te stellen, wie daaraan zal onderworpen zijn.

Tot verduidelijking van onze toelichting, deelen wij hieronder den tekst der wet van 12 December 1912 mee tegenover dien, welke door de Middenafdeeling wordt voorgesteld.

Wet van 12 December 1912

ART. 19.

De taxe is door elk nieuwen slijter verschuldigd.

Worden beschouwd als nieuwe slijters :

1° Degene die eenenieuwe slijterij opent of eene bestaande slijterij overneemt ;

2° Degene die eene slijterij welke gesloten geweest is opnieuw in exploitatie stelt.

Uitzondering wordt gemaakt in geval de slijterij gesloten op grond van overmacht, binnen de zes maanden door denzelfden persoon opnieuw in exploitatie wordt gesteld ;

3° Degene die zijne slijterij van uit eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt die de eerste niet aangrenst of geen deel uitmaakt van dezelfde.

Tekst der Middenafdeeling

ART. 6.

De taxe is door elken nieuwen slijter verschuldigd.

Wordt als nieuwe slijter aangezien :

1° Hij, die eene slijterij opent in een goed of in elk ander lokaal, dat nooit tot slijterij diende of daartoe sedert één jaar niet meer gebruikt werd, behalve het geval voorzien bij de n° 4 en 5 van artikel 7 ;

2° Hij, die, zonder slijter te zijn, eene bestaande slijterij overneemt ;

3° Hij, die het bedrijf eener gesloten gebleven slijterij hervat, behalve wanneer de vroegere slijter het bedrijf hervat zijner sedert min dan één jaar gesloten slijterij, waaraan op geen enkel oogenblik een andere bestemming gegeven werd.

De heropeningstermijn wordt tot 20 Maart 1921 verlengd voor de slijters, die hun bedrijf hebben onderbroken wegens de oorlogsomstandigheden, en tot 20 Maart 1924 voor hen wier slijterijen in tijdens den oorlog vernielde goederen waren gevestigd.

ART. 20.

§ 1. Worden niet beschouwd als nieuwe slijters:

1° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke door zijnen echtgenoot gehouden werd;

2° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke hetzij door zijnen vader, zijne moeder of anderen bloedverwant in de opgaande lijn hetzij door zijn bloedverwant in dalende lijn gehouden werd;

3° Degene die, deel uitgemaakt hebbende van een genootschap of gemeenschappen voordede waarvan de slijterij gedreven werd, de slijterij, in hetzelfde lokaal, voor eigen rekening voorthoudt ;

4° Degene die zijne slijterij naar een ander lokaal in dezelfde gemeente overbrengt.

ART. 7.

§ 1. Wordt niet als nieuwe slijter aangezien :

1° Hij, die de slijterij, door zijnen echtgenoot gehouden, in hetzelfde lokaal voortzet ;

2° Hij, die de slijterij, hetzij door zijnen vader, zijne moeder of een anderen bloedverwant in de opgaande linie, hetzij door zijnen bloedverwant in de nederdalende linie gehouden, in hetzelfde lokaal voortzet ;

3° Hij, die deel uitmaakte van eene vereeniging of feitelijke gemeenschap, ten voordeele waarvan de slijterij werd gedreven, en die deze slijterij in hetzelfde lokaal voor eigen rekening voortzet ;

4° Hij, die zijne slijterij overbrengt in een ander lokaal, dat reeds tot slijterij diende, of in een lokaal, dat daartoe nog niet diende, doch daartoe wordt gebruikt door den eigenaar, den erfpachter of den vruchtgebruiker eener aan hare bestemming onttrokken, vernielde of onteigende slijterij, voor zoover de opening geschiedt binnen één jaar na de afschaffing der vroegere slijterij ;

5° Hij, die, persoonlijk van een patent voorzien, op 9 December 1912 eene drank-slijterij hield, waarvoor een derde zich als lastgever deed erkennen, indien hij zijn bedrijf sedert meer dan één jaar niet onderbroken heeft ;

6° De lastgever, die op 20 Maart 1919 als zoodanig werd erkend en zijn bedrijf sedert meer dan één jaar niet onderbroken heeft ;

7° Hij, aan wien eene brouwerij

of een andere inrichting wordt afge-
staan met de daarvan afhangende
slijterijen of met de vennootschap,
waarin zij worden ingebracht.

Andere artikelen regelen den onderscheidenlijken toestand van den lastgever en den aangestelde.

Door het ontwerp wordt ook opgelost het geschil opgerezen naar aanleiding van de verklaring der 1^e paragraaf van artikel 21 der wet van 12 December 1912, in § 4 van artikel 8 opgenomen.

« Indien eene slijterij door eenen zaakvoerder of een anderen aangestelde wordt gehouden voor rekening van eenen derde, wordt, voor de toepassing der taxe, alleen de lastgever als slijter aangezien. »

Wanneer wordt de slijterij voor rekening van een derde gehouden?

Hieromtrent ontstonden talrijke geschillen tusschen de brouwers-eigenaars of voornamen huurders eener slijterij en hunne aangestelden.

Een ministerieele omzendbrief van 31 Mei 1913 stelt als regel, dat het aanzienlijkste belang den doorslag moet geven en dat « bijgevolg een » brouwer, wanneer hij een huis heeft gebouwd, aangekocht of gehuurd om » er een drankhuis van te maken en hij daarin plaatst een persoon, door » hem inzonderheid belast met het verkoopen van het bier, dat hij bereidt, » en van de andere dranken welke het voorwerp van zijn handel uitmaken, » ten aanzien van de toepassing der openingstaxe moet geacht worden de » ondernemer van de drankslijterij te zijn; te dien opzichte, is de koffiehuis- » houder of herbergier, in werkelijkheid, slechts een aangestelde. »

De omzendbrief voegt er bij, dat dit vermoeden beslissend zal zijn, wanneer het gestaafd is door een bewijsschrift overeenkomstig een door het bestuur bepaald model, niet alleen voor de nieuwe slijterijen, onder gezegde omstandigheden opgericht, maar ook voor dergelijke slijterijen welke vóór 10 December 1912 werden geopend.

Hetzelfde vermoeden wordt toegepast op de maatschappijen, kringen of andere bijzondere vereenigingen, welke eigenaars of voornamen huurders zijn van een onroerend goed dat eene slijterij bevat.

Deze verklaring vrijwaart de belangen der brouwers en der vereenigingen, laat hun toe zich de rechten van lastgever te doen toekennen en alzoo de voortdurende van hunne slijterijen te verzekeren, doch zij veronachtzaamt de rechten van de aangestelden. Ook verwekte zij van hunnentwege een hevig verzet.

Sommigen hunner deden gelden dat zij aanzienlijke uitgaven hadden gedaan om hun lokaal, te verbeteren of er eene clienteele te vestigen; anderen dat zij, als aangestelden door den brouwer voor den verkoop van het bier, het vergunningsrecht voor eigen rekening hadden betaald en dat nochtans de brouwer te hunnen nadeele werd vrijgesteld van de openingstaxe.

Ten einde de moeilijkheden op te lossen, stelde de Regeering voor, in het

begrotingsontwerp van 's Lands middelen voor 1914, te bepalen (artikel 13, § 1) :

« § 1. Behoudens tegenbewijs, worden voorondersteld lastgevers te zijn » in den zin van § 1 van artikel 21 der wet van 12 December 1912 :

» 1^o De kringen, maatschappijen of bijzondere vereenigingen, met betrekking tot de drankslijterijen gevestigd in de lokalen waarvan zij eigenaars » of hoofdhuurders zijn ;

» 2^o De brouwers, stokers, likeurstokers of bierhandelaars, met betrekking tot de slijterijen gehouden door andere personen in lokalen waarvan » zij eigenaars of hoofdhuurders zijn en waarin worden verkocht de dranken hunner fabricatie of die het voorwerp van hunnen handel uitmaken. »

Bovendien stelde zij een overgangsbepaling voor (art. 13) :

« § 1. De hoedanigheid van oud slijter gesteld op 9 December 1912, zal » slechts worden toegekend aan de kringen, maatschappijen, vereenigingen » of handelaars aangeduid onder § 1 van artikel 13, dan wanneer zij » gemelde hoedanigheid hebben doen erkennen vóór 1 November 1913 of » vóór 1 Februari 1914 indien zij dezen eersten termijn niet zouden gekend hebben. »

§ 2. — « Degene die, persoonlijk gepatenteerd, op den datum van 9 December 1912 eene slijterij hield waarvoor een derde zich in de hoedanigheid van lastgever heeft doen erkennen, wordt niet als nieuwe slijter beschouwd indien hij zich vóór 1 Januari 1917 voor eigen rekening stelt » of ten laatste binnen de zes maanden na afloop van den verplichten loopenden termijn van een huurcontract waarvan terdege bewijs zou worden » geleverd. »

De Middenafdeeling had zich met deze voorstellen vereenigd; door de Kamer werd echter beslist dat het begrotingsontwerp zou afgescheiden worden van de artikelen betreffende de openingstaxe voor de drankslijterijen.

Tot eene oplossing kwam men niet.

Welke was daarvan de oorzaak?

Eenigen beweerden dat het ontwerp het middel aan de hand deed om het aantal bestaande slijterijen te verdubbelen door aan al de aangestelden toe te laten, zich voor eigen rekening te vestigen zonder de openingstaxe te betalen. Zij stelden voor, het onroerend goed te belasten waarin men in de toekomst een nieuwe drankslijterij zou vestigen, behalve wanneer er slechts sprake zou zijn van het overbrengen der slijterijen uit het eene lokaal naar het andere in dezelfde gemeente.

Anderen beweerden integendeel dat het ontwerp een voorrecht verschafte aan eene klasse van eigenaars, de brouwers, en hun toeliet hunne slijterijen te vermenigvuldigen en tevens slechts éénmaal de openingstaxe te betalen.

Nog anderen, eindelijk, voerden aan dat het ontwerp de belangen der aangestelden niet genoegzaam vrijwaarde, daar het op 1 Januari 1917 den termijn bepaalde, waarop de aangestelden voor eigen rekening reeds moesten gevestigd zijn of zich vestigen, uiterlijk binnen zes maanden na het verstrijken van hun loopende huurovereenkomst.

De Middenafdeeling herneemt het beginsel van het overgangsvoorstel en aanziet als slijters de aangestelden, die reeds vóór 10 December 1912 eene slijterij hielden en nog gepatenteerd waren op den datum van 20 Maart 1919. Doch zij beperkte niet meer den termijn, binnen welken de aangestelden zich voor eigen rekening moesten vestigen. Zij erkent hen het recht om zich voor eigen rekening te vestigen wanneer zij de slijterij van hunnen lastgever zullen verlaten.

Kortom, de teksten huldigen de volgende rechten :

1° Die van den slijter. Hij mag zijne slijterij verplaatsen, hetzij in dezelfde gemeente, hetzij van de eene gemeente naar eene andere, mits hij zich vestigt in een lokaal dat reeds deze bestemming had of eene aan hare bestemming onttrokken, vernielde of onteigende slijterij vervangt.

Behoort deze slijter tot de klasse der bij n° 3 van artikel 7 voorziene aangestelden, dan is zijn recht meer uitgebreid, hij kan zich vestigen in een lokaal dat nog niet tot slijterij heeft gediend, zonder aan de taxe onderhevig te zijn.

De Middenafdeeling was van oordeel dat het noodig was zich edelmoediger te toonen voor de aangestelden dan voor de overige slijters, omdat hun toestand soms opgeofferd werd ten voordeele van dien der lastgevers.

Indien het nieuwe lokaal eene grootere huurwaarde heeft dan het vroeger lokaal, zal hij gedwongen zijn een aanvullende taxe te betalen, van gelijk bedrag als het verschil; eveneens, zoo hij naar eene volkrijkere gemeente overgaat.

Zijne echtgenoot, zijne kinderen en nakomelingen kunnen de slijterij voortzetten; zij genieten dezelfde rechten als hij.

Doch hij mag zijne zaken niet aan een derde afstaan. Hieromtrent wordt eene uitzondering gemaakt ten voordeele van den overnemer eener brouwerij of eene andere instelling welke de daarvan afhangelde slijterijen verkrijgt.

Deze uitzondering is gegrond. In dit geval behooren de slijterijen tot de brouwerij; men betaalde ze duur en billijkerwijs mag men haar daarvan niet berooven. De overnemer verkrijgt dus de hoedanigheid van slijter.

2° Die van den eigenaar eener slijterij :

A. Hij kan zijn eigendom verkoopen of overgeven zonder dat het zijne bestemming verliest.

B. Hij kan een nieuwe slijterij openen ter vervanging van eene aan hare bestemming onttrokken, vernielde of onteigende slijterij.

Indien hij zijne slijterij niet zelf in bedrijf neemt, kan hij daarmee een ander ondernemer belasten, mits deze reeds de hoedanigheid van slijter bezit.

De Middenafdeeling heeft het ontwerp eenparig aangenomen. Zij is overtuigd dat de toepassing daarvan spoedig zal aanleiding geven tot eene merkelijke vermindering van het aantal slijterijen. Het hooge bedrag der taxe zal een ernstige hinderpaal zijn tot het openen van nieuwe drankhuizen.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 strekt het verbod tot het houden eener drankslijterij, voorzien bij artikel 15 der wet van 1912, uit tot hen, die werden veroordeeld wegens verheling en wegens het houden van een speelhuis of een kantoor van weddenschappen.

Hetzelfde verbod geldt voor de houders van een huur-, verhuur- of wervingskantoor. Dit laatste verbod heeft ten doel, deze plaag van arbeiderswerving in de herbergen uit te roeien. Zij woekert vooral te Antwerpen, waar al te dikwijls de dokwerkers alleen dan er in slagen zich te doen aannemen wanneer zij een gedeelte van hun loon in drank hebben verteerd.

Zij bedoelt niet het behoud van een huur- en verhuurkantoor in een werkmanshuis, een volkshuis, een kring, welke in hetzelfde gebouw eene slijterij hebben, mits zij een afzonderlijken ingang en afzonderlijke lokalen hebben en de slijterij er volkomen onafhankelijk is van het huur- en verhuurkantoor.

ART. 2.

Artikel 2 verscherpt de vereischten, waaraan de slijterijen moeten voldoen :

Artikel 16 der wet van 12 December 1912 droeg aan een gemeentereglement en, bij ontstentenis daarvan, aan een model-reglement, de taak op, te bepalen aan welke bijzondere vereischten elke nieuwe slijterij in het belang van de gezondheid en de zedelijkheid moet voldoen.

Een koninklijk besluit van 9 Januari 1913, als bijlage opgenomen, heeft dit model-reglement vastgesteld. Volgens de overwegingen van dit reglement geldt het als een minimum-regeling, welke de gemeenten vrij zijn te verscherpen of uit te breiden.

Artikel 2 van het ontwerp der Middenafdeeling draagt in hoofdzaak aan het koninklijk besluit de taak op, te bepalen welke vereischten moeten gesteld worden in 't belang der gezondheid en der openbare zedelijkheid, doch machtigt de gemeenten ze te verscherpen en door een gemeentereglement uit te breiden.

Lid 2 van dit artikel bepaalt de minimum-hoogte en de minimum-oppervlakte der nieuwe lokalen : zij mogen niet minder dan 3 meter hoog zijn en de oppervlakte mag niet beneden 30 vierkante meter gaan.

ART. 15.

Dit artikel machtigt, onder andere, de rechtbank om de sluiting der slijterij te bevelen.

Dit is eene zeer zware straf. Zij verwekte hevig verzet van wege de brouwers. Dezen vreezen dat het vergrijp van een aangestelde, begaan buiten

wete en misschien ondanks de uitdrukkelijke bevelen van den lastgever, het sluiten van hunne slijterij kan ten gevolge hebben.

De Middenafdeeling was echter van gevoelen, dat het noodig was deze strafbepaling te behouden. Zij is gewichtig en daardoor is zij een der beste waarborgen voor de toepassing der wet. Deze legt aan de rechtbank geene verplichting op, zij verleent haar eene bevoegdheid. Overigens, dient deze strafbepaling slechts met een uiterste bescheidenheid te worden toegepast, wanneer zij voor gevolg hebben mocht den lastgever te treffen, tegen wien geen enkel persoonlijk vergrijp zou bevonden zijn.

De Verslaggever,

M. MOYERSOEN.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



BIJLAGE I.

In beide onderstaande tabellen wordt aangegeven, voor ieder der jaren 1900 tot 1918, het aantal drankslijterijen welke bestonden onder het beheer der wetten van 19 Augustus 1889 en van 12 December 1912.

I. — Beheer der wet van 19 Augustus 1889 tot vestiging van een vergunningsrecht op de nieuwe slijterijen van alcoholische dranken.

Jaren.	Aantal op 1 Maart		
	slijters van gegiste dranken.	slijters van alcoholische dranken.	slijters van gegiste of alcoholische dranken. Totaal der kolommen 2 en 3
1	2	3	4
1900	68.910	128.911	197.821
1901	73.532	127.156	200.708
1902	78.409	125.169	203.578
1903	81.429	123.999	205.428
1904	87.268	118.789	206.057
1905	90.690	116.886	207.516
1906	92.390	116.723	209.113
1907	95.156	115.154	210.310
1908	98.158	113.751	211.909
1909	99.050	112.567	211.617
1910	100.414	111.049	211.463
1911	101.233	110.385	211.618
1912 (9 December)	107.141	112.264	219.405

II. — Beheer der wet van 12 December 1912 tot afschaffing van het vergunningsrecht en tot invoering eener openingstaxe op al de nieuwe slijterijen van gegiste of alcoholische dranken.

			Aantal slijterijen van gegiste of alcoholische dranken.
Jaar	1913	(15 November)	209.229
—	1914	(1 Maart)	202.643
—	1915	—	191.622 (1)
—	1916	—	174.309 (1)
—	1917	—	168.718 (1)
—	1918	—	166.662 (2)

(1) Met inbegrip der wegens den oorlog voorloopig gesloten slijterijen.

Daarentegen zijn in het aangegeven getal niet begrepen de slijterijen in het gedeelte van West-Vlaanderen dat niet bezet was of niet toegankelijk voor de beambten van het Beheer der belastingen.

(2) Daaronder niet begrepen de slijterijen gelegen binnen het gebied der kantoren wier bescheiden zijn verdwenen, noch die welke door den oorlog zijn vernield. Hun aantal kan op ongeveer 7,000 geraamd worden.

BIJLAGE II.**Koninklijk besluit van 9 Januari 1913.**

Openingstaxe op de slijterijen van geestrijke of gegiste dranken.—Vereischten in het belang der volksgezondheid.

EERSTE ARTIKEL.

Wordt vastgesteld het hierbijgaand model-reglement, hetwelk de bijzondere eischen bepaalt waaraan, in het belang der openbare gezondheid en zedelijkheid, de nieuwe slijterijen van geestrijke of gegiste dranken in 't klein moeten voldoen.

ART. 2.

Dit model-reglement is dadelijk uitvoerbaar in al de gemeenten behoudens in die, waar een door Ons goedgekeurd reglement op hetzelfde onderwerp van kracht is.

ART. 3.

Onze Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Financiën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Model-reglement de bijzondere eischen vaststellende, waaraan de nieuwe slijterijen van geestrijke of gegiste dranken moeten beantwoorden in het belang der openbare gezondheid en zedelijkheid.

EERSTE ARTIKEL.

Elke nieuwe slijterij van geestrijke of gegiste dranken, ter plaats te verbruiken, moet langs den openbaren weg gemakkelijk toegankelijk zijn.

Wordt beschouwd als nieuwe slijterij, degene die geopend is van 14 December 1912 af, in lokalen die nooit tot slijterij of die sedert ten minste zes maanden niet meer tot slijterij gediend hebben.

ART. 2.

De lokalen der slijterij moeten voldoende oppervlakte en hoogte hebben om aan degenen die daar vertoeven de noodige luchtruimte te verzekeren; de hoogte binnenskamers van elk hunner mag niet minder dan 2^m75 bedragen.

ART. 3.

Gezegde lokalen moeten voorzien zijn van doelmattige middelen tot natuurlijke verlichting, luchtverversching en luchtvernieuwing; zij worden

voor hunne bestemming geschikt gemaakt en mogen niet tot huiselijk gebruik aangewend worden.

ART. 4.

Het wasschen der drinkglazen geschiedt zorgvuldig door middel van gedurig te vernieuwen zuiver water.

ART. 5.

Ten gebruike der kalanten worden in voldoende getalle gezonde en betamelijke pisbakken en gemakken aangelegd, welke rechtstreeks met deur, venster of luchtvenstertje in de vrije lucht uitkomen en welke bovendien, wanneer zij niet buiten kunnen geplaatst worden, voorzien zijn van doelmatige inrichtingen tot bestendige luchtvernieuwing.

De toestellen zijn voorzien van eenen luchtafsnijder met voldoende hydraulische afsluiting en van een spoeltoestel dat het afspoelen en de spoedige en volledige loozing der drekstoffen verzekert (1).

De pisbakken en gemakken moeten zoo geplaatst worden dat de verbruikers daartoe rechtstreeks toegang hebben, zonder door eene tot huiselijk gebruik dienende plaats te moeten gaan.

ART. 6.

De lokalen der slijterij, de koer, de pisbakken en de gemakken worden altijd in goeden staat van onderhoud en reinheid gehouden.

ART. 7.

De beëdigde gemeenteambtenaars en beambten, de ambtenaars en beambten van het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de dwangbevel dragers en de gendarmen zijn, in overeenstemming met artikel 26 der wet van 12 December 1912, bevoegd om de overtredingen van het tegenwoordig reglement na te sporen en ze vast te stellen door processen-verbaal, opgemaakt volgens de voorschriften toepasselijk in zake rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.

Die processen-verbaal worden den controleur der belastingen van het gebied toegestuurd.

ART. 8.

De slijters zijn verplicht de agenten onder artikel 7 aangeduid, zonder eenigen bijstand, in de lokalen van de slijterij toegang te verleenen.

(1) Deze bepaling is slechts toepasselijk op de slijterijen gelegen langs eenen openbaren weg voorzien van waterleiding.

Art. 9.

De overtredingen van dit reglement worden gestraft krachtens littera b van n° 2 van artikel 23 der voornoemde wet, met eene boete van 300 tot 1,000 frank; bij gebreke van betaling wordt die boete door eene gevangenisstraf van eene tot drie maanden vervangen.

Het sluiten der slijterij kan bovendien uitgesproken worden tot na de betaling der boete en, zoo noodig, tot op het oogenblik dat aan de voorgescreven eischen voldaan is.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 51 Mei 1888, betreffende de voorwaardelijke veroordeeling, zijn niet van toepassing op de hierboven voorziene straffen (art. 27 van gezegde wet van 12 December 1912).

Loi du 12 décembre 1912.

TITRE III.

Dispositions concernant la tenue des débits de boissons spiritueuses ou fermentées. — Taxe d'ouverture de ces débits.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions concernant la tenue des débits.

ART. 13.

§ 1^{er}. — Ne peuvent débiter en détail des boissons spiritueuses ou fermentées, soit personnellement, soit par personne interposée :

1° Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente, ou leurs taxes communales ou provinciales sur les débits de boissons pour la même année.

Cette déchéance est levée à partir de la date de paiement de ces impositions, et la taxe d'ouverture n'est pas exigée si le débit n'a pas été fermé pendant plus de six mois;

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3° Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal;

4° Ceux qui tiennent ou ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine.

Wet van 12 December 1912.

TITEL III.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen van geestrijke of gegiste dranken. — Openingstaxe dezer slijterijen.

HOOFDSTUK I.

Bepalingen betreffende het houden der slijterijen.

ART. 13.

§ 1. — Mogen, noch in persoon, noch door tusschenpersoon, geestrijke of gegiste dranken in het klein slijten :

1° Zij die niet ten volle hebben afbetaald hunne belastingen geboekt in de kobilieren der rechtstreeksche belastingen van het voorgaande jaar, of de gemeente- en provincie-taxes op de drank-slijterijen voor hetzelfde jaar.

Dit verval van recht wordt opgeheven van den datum af der betaling van deze belastingen en de openingstaxe wordt niet gevorderd indien de slijterij niet langer dan zes maanden is gesloten gebleven;

2° Zij die tot eene crimineele straf werden veroordeeld;

3° Zij die veroordeeld werden voor een der misdrijven voorzien bij artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek;

4° Zij die een huis van ontucht of eene inrichting van bedektelijke prostitutie houden of hebben gehouden.

Texte de la Section centrale.

Tekst der Middenafdeeling.

CHAPITRE PREMIER.

*Dispositions concernant la tenue
des débits de boissons fermentées.*

ARTICLE PREMIER.

§ 1. — Ne peuvent tenir un débit de boissons fermentées soit par eux-mêmes, soit par personne interposée :

1° Ceux qui n'ont pas acquitté la totalité de leurs impositions inscrites aux rôles des contributions directes de l'année précédente, ou leurs taxes communales ou provinciales sur les débits de boissons pour la même année ;

Cette déchéance est levée à partir du paiement de ces impositions et la taxe d'ouverture n'est pas exigée si le débit n'a pas été fermé pendant plus d'un an ;

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle ;

3° Ceux qui ont été condamnés pour un des délits prévus par les articles 368 à 391 du Code pénal, modifiés par les articles 48 et suivants de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance ;

4° Ceux qui ont été condamnés pour recel ;

EERSTE HOOFDSTUK.

*Bepalingen betreffende het houden
der slijterijen van gegiste dranken.*

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. — Mogen niet, hetzij zelf, hetzij door middel van een derden persoon, gegiste dranken in het klein verkoopen :

1° Zij, die hunne belastingen, geboekt in de kohieren der rechtstreeksche belastingen van het voorgaande jaar, of hunne gemeente- en provincie-heffingen op de drank-slijterijen voor hetzelfde jaar niet ten volle hebben afbetaald ;

Dit verbod wordt opgeheven vanaf den datum der betaling van deze belastingen en de openingstaxe wordt niet gevorderd indien de slijterij niet langer dan één jaar gesloten bleef ;

2° Zij, die tot een lijfstraf werden veroordeeld ;

3° Zij, die veroordeeld werden wegens een der wanbedrijven voorzien bij de artikelen 368 tot 391 van het Strafwetboek, gewijzigd door de artikelen 48 en volgende der wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming ;

4° Zij, die veroordeeld werden wegens verhelings ;

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

Ne peuvent être commis, comme préposés, à l'exploitation du débit pour le compte d'un tiers, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux n° 2°, 3° et 4° du présent paragraphe.

§ 2. Les dispositions des n° 2°, 3° et 4° du § 1^{er} du présent article ne sont pas applicables aux débiteurs établis avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison de condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant la mise en vigueur de la présente loi, soit à raison du fait d'avoir tenu antérieurement une maison de débauche ou de prostitution.

§ 3. Sont réputés personnes interposées, le conjoint, les ascendants et les descendants habitant avec la personne déchue du droit de tenir un débit.

Mogen niet gelast worden, als aangestelden, van het houden der slijterij, voor rekening van eenen derde, zij die zich in een der gevallen bevinden voorzien bij n° 2°, 3° en 4° van deze paragraaf.

§ 2. De bepalingen van n° 2°, 3° en 4° van § 1 van dit artikel zijn niet van toepassing op de slijters gevestigd vóór het in werking treden dezer wet, hetzij uit hoofde van de veroordeelingen die zij vroeger zouden beloop hebben ten gevolge van vervolgingen aangevangen voor het in werking treden dezer wet, hetzij uit hoofde van het feit vroeger een huis van ontucht of van prostitutie gehouden te hebben.

§ 3. Worden beschouwd als tussenpersonen, de echtgenoot en de verwanten in de op- en nedergaande lijn inwonende met den persoon wiens recht tot slijten vervallen is.

Texte de la Section centrale.

5^o Ceux qui ont été condamnés pour tenue d'une maison de jeux ou d'une agence de paris ;

6^o Ceux qui ont été condamnés pour avoir débité des boissons spiritueuses ;

7^o Ceux qui tiennent ou qui ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestine ;

8^o Ceux qui tiennent un bureau de placement ou d'embauchage.

Ne peuvent être commis comme gérants ou préposés à l'exploitation du débit pour le compte d'un tiers, ceux qui se trouvent dans l'un des cas prévus aux n^{os} 2 à 8 du présent paragraphe.

§ 2. Les dispositions des n^{os} 2, 3 et 7 du § 1^{er} du présent article ne sont pas applicables aux débiteurs de boissons établis avant le 14 décembre 1912 à raison des condamnations qu'ils auraient encourues ou des établissements qu'ils auraient tenus antérieurement à cette date.

Les dispositions des n^{os} 4, 5 et 6 ne sont pas applicables aux débiteurs de boissons établis avant la mise en vigueur de la présente loi à raison des condamnations qu'ils auraient encourues du chef de poursuites entamées avant la mise en vigueur de la présente loi ou à raison des établissements qu'ils auraient tenus avant cette date.

§ 3. L'interdiction prévue au paragraphe premier du présent article s'étend au conjoint, aux ascendants et aux descendants, habitant avec la

Tekst der Middenafdeeling.

5^o Zij, die veroordeeld werden wegens het houden van een speel-huis of van een kantoor voor wed-denschappen ;

6^o Zij, die veroordeeld werden wegens het slijten van geestrijke dranken ;

7^o Zij, die een huis van ontucht of eene inrichting voor geheime prostitutie houden of hebben ge-houden ;

8^o Zij, die een verhuur- of een aanwervingskantoor houden.

Mogen niet als zaakvoerders of aangestelden belast worden met het houden der slijterij voor rekening van eenen derde, zij die zich be-vinden in een der gevallen voorzien bij de n^{os} 2 tot 8 van deze para-graaf.

§ 2. Het bepaalde in de n^{os} 2, 3 en 7 van § 1 van dit artikel is op de vóór 14 December 1912 gevestigde dranksljters niet van toepassing we-gens de veroordeelingen, welke tegen hen werden uitgesproken, of wegens de inrichtingen, welke zij vóór dien datum gehouden hebben.

Het bepaalde in de n^{os} 4, 5 en 6 is op de vóór het in werking treden dezer wet gevestigde dranksljters niet van toepassing wegens de veroor-deelingen, welke tegen hen werden uitgesproken op grond van vervol-gingen ingesteld vóór het in wer-king treden dezer wet, of wegens de inrichtingen, welke zij vóór dezen datum mochten gehouden hebben.

§ 3. Het verbod, bij het eerste lid van dit artikel voorzien, geldt voor den echtgenoot en voor de bloed-verwanten in de opgaande en ne-derdalende linie, inwonende bij

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

ART. 16.

Tout débit en détail de boissons spiritueuses ou fermentées ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi doit réunir, dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques, des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont déterminées par un règlement communal ou, à défaut de règlement communal dûment approuvé, par un règlement-type fixé par arrêté royal.

CHAPITRE II.

Établissement de la taxe; taux, exigibilité, etc.; dispositions diverses.

ART. 17.

Le taux de la taxe d'ouverture des débits en détail de boissons spiritueuses ou fermentées est réglé ainsi qu'il suit :

ART. 16.

Elke slijterij van gestrijke of gegiste dranken in 't klein, die, te rekenen van het inwerkingtreden dezer wet, geopend wordt, moet, in het belang der openbare gezondheid en zedelijkheid, beantwoorden aan bijzondere eischen, inzonderheid ten aanzien van de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtverversching, de lichttoetreding, de verdeling binnenshuis en de binnenplaats.

Deze eischen worden bepaald door een gemeentereglement of, bij gebreke van een behoorlijk goedgekeurd gemeentereglement, door een modelreglement bepaald bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK II.

Vestiging der openingstaxe; bedrag, opvorderbaarheid, enz.; verschillende bepalingen.

ART. 17.

Het bedrag van de openingstaxe der slijterijen van gestrijke of gegiste dranken in het klein wordt geregeld als volgt :

Texte de la Section centrale.

personne déchue du droit de tenir un débit.

ART. 2.

§ 1^{er}. Tout débit, ouvert à partir du 14 décembre 1912, doit réunir, dans l'intérêt de la salubrité et de la moralité publiques, des conditions spéciales, notamment en ce qui concerne la situation, la superficie, l'élévation, l'aération, l'éclairage, la distribution intérieure et la cour.

Ces conditions sont déterminées par arrêté royal; elles constituent un minimum de réglementation que les autorités communales conservent le droit de renforcer ou d'étendre.

§ 2. Tout débit ouvert à partir de la mise en vigueur de la présente loi, ne pourra avoir une superficie inférieure à 30 mètres carrés ni une hauteur de moins de 3 mètres.

§ 3. Les dispositions des § 1^{er} et 2 seront applicables cinq ans après la publication de la présente loi à tous les débits de boissons qui existaient à la date du 14 décembre 1912.

CHAPITRE II.

Taxe d'ouverture : taux, exigibilité et dispositions diverses.

ART. 3.

§ 1^{er}. Le taux de la taxe d'ouverts débits de boissons fermentées est fixé au triple de la valeur locative, réelle ou présumée, des locaux affectés au débit, à l'exclusion des parties servant uniquement à l'habitation ou à d'autres usages, sans que la taxe puisse être inférieure à :

Tekst der Middenafdeeling.

den persoon, aan wien het recht om eene slijterij te houden is ontzegd.

ART. 2.

§ 1. Elke slijterij, te rekenen van 14 December 1912 geopend, moet, in het belang der openbare gezondheid en zedelijkheid, voldoen aan bijzondere eischen, inzonderheid ten aanzien van de ligging, de oppervlakte, de hoogte, de luchtverversching, het licht, de verdeling binnenshuis en de binnenplaats.

Deze eischen worden bepaald bij koninklijk besluit en gelden als eene minimum-regeling; de gemeentebesturen zijn steeds gerechtigd om er zwaardere of meerdere op te leggen.

§ 2. Voor elke slijterij, geopend vanaf het in werking treden dezer wet, mag de oppervlakte niet minder dan 30 vierkante meter en de hoogte niet minder dan 3 meter bedragen.

§ 3. Het bepaalde in § 1 en 2 is, vijf jaar na de bekendmaking dezer wet, van toepassing op al de dranksluiterijen die op 14 December 1912 bestonden.

HOOFDSTUK II.

Openingstaxe : bedrag, opvorderbaarheid en onderscheidene bepalingen.

ART. 3.

§ 1. Het bedrag van de openingstaxe der slijterijen van gegiste dranken wordt bepaald op driemaal de werkelijke of vermoede huurwaarde der lokalen dienende tot slijterij, met uitsluiting van de gedeelten, die enkel dienen tot woning of tot andere doeleinden; de taxemag echter niet minder bedragen dan :

Loi du 12 décembre 1922.

300 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de moins de 5,000 habitants;

400 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de 5,000 à 15,000 habitants;

500 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 15,000 jusqu'à 30,000 habitants;

750 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 30,000 jusqu'à 60,000 habitants;

1,000 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de plus de 60,000 habitants.

Un arrêté royal déterminera quelles communes ou parties de communes constituent, en ce qui regarde l'application du présent article, une agglomération.

La population à considérer est celle constatée par le dernier recensement décennal publié avant l'année de l'exigibilité.

La taxe est fixée uniformément à

Wet van 12 December 1912.

300 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van minder dan 5,000 inwoners;

400 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van 5,000 tot 15,000 inwoners;

500 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 15,000 tot 30,000 inwoners;

750 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 30,000 tot 60,000 inwoners;

1,000 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van meer dan 60,000 inwoners.

Een koninklijk besluit bepaalt welke gemeenten of gedeelten van gemeenten eene agglomeratie uitmaken, wat betreft de toepassing van dit artikel.

De in aanmerking te nemen bevolking is die vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volkstelling bekend gemaakt vóór het jaar der opvorderbaarheid.

De taxe wordt voor de reizende

Texte de la Section centrale.

600 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de moins de 5,000 habitants;

800 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de 5,000 à 15,000 habitants;

1,000 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 15,000 jusqu'à 30,000 habitants;

1,500 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations ayant plus de 30,000 jusqu'à 60,000 habitants;

2,000 francs dans les hameaux, communes ou agglomérations de plus de 60,000 habitants.

La valeur locative réelle est celle qui résulte de baux normaux reconnus exacts.

La valeur locative présumée est déterminée en égard aux valeurs locatives réelles; elle est fixée, comme en matière de contribution foncière, par le contrôleur des contributions du ressort, assisté d'un expert désigné par l'administration communale.

§ 2. Un supplément de taxe est exigible à due concurrence en cas d'augmentation de la valeur locative du débit ou de changement de commune ou d'agglomération.

§ 3. Un arrêté royal détermine les communes ou parties de communes qui constituent une agglomération pour l'application du présent article.

La population à considérer est celle constatée par le dernier recensement décennal publié avant l'année de l'exigibilité.

§ 4. La taxe est fixée uniformé-

Tekst der Middenafdeeling.

600 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van minder dan 5,000 inwoners;

800 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties van 5,000 tot 15,000 inwoners;

1,000 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 15,000 tot 30,000 inwoners;

1,500 frank in de wijken, gemeenten of agglomeraties hebbende meer dan 30,000 tot 60,000 inwoners;

2,000 frank in de wijken, gemeenten en agglomeraties van meer dan 60,000 inwoners.

De werkelijke huurwaarde is die, welke blijkt uit gewone, echt bevonden huurovereenkomsten.

De vermoede huurwaarde wordt bepaald naar de werkelijke huurwaarden; zij wordt vastgesteld, zoals in zake grondbelasting, door den controleur der belastingen van het gebied, met de medewerking van een deskundige aangewezen door het gemeentebestuur.

§ 2. Eene aanvullende taxe is tot het verschuldigd bedrag invorderbaar bij verhooging van de huurwaarde der slijterij of bij verandering van gemeente of agglomeratie.

§ 3. Een koninklijk besluit bepaalt welke gemeenten of gedeelten van gemeenten eene agglomeratie uitmaken voor de toepassing van dit artikel.

De in aanmerking te nemen bevolking is die vastgesteld bij de jongste tienjaarlijkse volkstelling, bekendgemaakt vóór het jaar der invorderbaarheid.

§ 4. Voor de reizende slijterijen

Loi du 12 décembre 1912.

500 francs pour les débits ambulants.

ART. 18.

Est considéré comme débit en détail, tout établissement où l'on vend des boissons à consommer sur place, que le local soit à demeure fixe ou non, et que le débit soit permanent ou intermittent.

On entend par débits ambulants ceux qui sont tenus dans des barques, bateaux, voitures de chemin de fer ou autres, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations transportées habituellement de localité en localité.

Wet van 12 December 1912

slijterijen eenvormig op 500 frank gesteld.

ART. 18.

Wordt beschouwd als slijterij in 't klein, alle inrichting waar dranken worden verkocht voor verbruik ter plaatse, ongeacht of het lokaal gevestigd zij of niet, en of de slijterij doorlopend of bij afwisseling gehouden wordt,

Door reizende slijterijen zijn te verstaan dezulke die gehouden worden in booten, schepen, spoorwegrijtuigen of andere, in kermiskramen, loodsen, tenten of andere inrichtingen die doorgaans van de eene naar de andere localiteit worden overgebracht.

Texte de la Section centrale.

ment à 1,000 francs pour les débits ambulants.

ART. 4.

La taxe d'ouverture est valable pour quinze ans. Après ce terme, une nouvelle taxe est due par tout débiteur qui continue son exploitation.

Le délai de quinze ans court à partir de la publication de la présente loi pour les débits ouverts avant cette date.

ART. 5.

§ 1. Est considéré comme débit de boissons tout établissement où l'on vend des boissons fermentées à consommer sur place, que le local soit à demeure fixe ou non et que le débit soit permanent ou intermittent.

Est assimilé au fait de vendre le fait de livrer gratuitement ou de laisser consommer des boissons dans un lieu accessible au public en général ou seulement à des sociétaires ou à des clients en pension.

§ 2. Toutefois, n'est pas considéré comme débit de boissons l'hôtel, la maison de pension ou tout établissement analogue quand le débit de boissons n'a lieu qu'en même temps que les repas et aux heures de ceux-ci.

§ 3. On entend par débits ambulants ceux qui sont tenus dans des barques, bateaux, voitures de chemin de fer ou autres, dans des loges foraines, échoppes, tentes ou autres installations transportées habituellement de localité en localité.

Tekst der Afdeling.

wordt de taxe gelijkelijk op 1,000 frank vastgesteld.

ART. 4.

De openingstaxe is geldig voor vijftien jaar. Na dezen termijn is een nieuwe taxe verschuldigd door elken slijter, die zijn bedrijf voortzet.

De termijn van vijftien jaar neemt een aanvang vanaf de bekendmaking dezer wet ten aanzien van de slijterijen vóór dezen datum geopend.

ART. 5.

§ 1. Wordt als drankslijterij beschouwd, zonder onderscheid tusschen vast of niet vast lokaal, noch tusschen de doorlopend of bij afwisseling gehouden slijterij, elke inrichting waar men gegiste dranken verkoopt voor gebruik ter plaatse van verkoop.

Het feit, dat men dranken kosteloos levert of laat gebruiken in een lokaal toegankelijk voor het publiek in 't algemeen ofwel voor maatschappijleden of kostgangers alleen, wordt met den verkoop zelf gelijkgesteld.

§ 2. Wordt echter niet als drank-slijterij beschouwd het hotel, het kosthuis, of elke soortgelijke inrichting, wanneer dranken slechts op en gedurende de maaltijden worden verkocht.

§ 3. Onder reizende-slijterijen verstaat men die, welke gehouden worden in booten, schepen, spoorwegrijtuigen of andere, in kermiskramen, loodsen, tenten of andere inrichtingen, die doorgaans van de eene naar de andere plaats worden overgebracht.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 19.

La taxe est due par tout nouveau débiteur.

Sont considérés comme nouveaux débiteurs :

1° Celui qui ouvre un nouveau débit ou reprend un débit existant ;

2° Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé.

Exception est faite dans le cas où le débit, fermé pour une cause de force majeure, est remis en exploitation par la même personne dans les six mois ;

Projet du Gouvernement.

ART. 4.

Le délai de réouverture est prolongé jusqu'au 20 mars 1921 pour les débiteurs ayant interrompu leur débit par suite des circonstances de la guerre et jusqu'au 24 mars 1924 pour ceux dont les débits étaient installés dans des immeubles détruits pendant la guerre.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 19.

3° Celui qui transporte son débit d'une commune dans une autre non limitrophe ou ne faisant pas partie de la même agglomération.

ART. 20.

§ 1^{er}. Ne sont pas considérés comme nouveaux débiteurs :

Wet van 12 December 1912.

ART. 19.

De taxe is door elk nieuwen slijter verschuldigd.

Worden beschouwd als nieuwe slijters :

1° Degene die eene nieuwe slijterij opent of eene bestaande slijterij overneemt ;

2° Degene die eene slijterij welke gesloten geweest is opnieuw in exploitatie stelt.

Uitzondering wordt gemaakt in geval de slijterij gesloten op grond van overmacht, binnen de zes maanden door denzelfden persoon opnieuw in exploitatie wordt gesteld ;

Ontwerp van de Regering.

ART. 4.

Het tijdsbestek tot heropening wordt verlengd tot 20 Maart 1921 voor de slijters die hunne slijterijen gevolge der oorlogsomstandigheden hebben overbroken, en tot 20 Maart 1924 voor diegenen wier slijterijen gevestigd waren in tijdens den oorlog vernielde onroerende goederen.

Wet van 12 December 1912.

ART. 19.

3° Degene die zijne slijterij van uit eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt die de eerste niet aangrenst of geen deel uitmaakt van dezelfde.

ART. 20.

§ 1. Worden niet beschouwd als nieuwe slijters :

Texte de la Section centrale.

ART. 6.

La taxe est due par tout nouveau débitant.

Est considéré comme nouveau débitant :

1^o Celui qui ouvre un débit dans un immeuble ou dans tout autre local n'ayant jamais servi de débit ou n'ayant plus été affecté à cet usage depuis un an, sauf le cas visé aux n^{os} 4 et 5 de l'article 7 ;

2^o Celui qui, n'étant pas débitant, reprend un débit existant ;

3^o Celui qui remet en exploitation un débit qui a été fermé, sauf dans le cas où l'ancien débitant remet en exploitation son débit fermé depuis moins d'un an qui n'a, à aucun moment, été affecté à une autre destination.

Le délai de réouverture est prolongé jusqu'au 20 mars 1921 pour les débitants ayant interrompu leur débit par suite des circonstances de la guerre, et jusqu'au 20 mars 1924 pour ceux dont les débits étaient installés dans des immeubles détruits pendant la guerre.

ART. 7.

§ 1^{er}. N'est pas considéré comme nouveau débitant :

Tekst der Middenafdeeling.

ART. 6.

De taxe is door elken nieuwen slijter verschuldigd.

Wordt als nieuwe slijter aangezien :

1^o Hij, die eene slijterij opent in een goed of in elk ander lokaal, dat nooit tot slijterij diende of daartoe sedert één jaar niet meer gebruikt werd, behalve het geval voorzien bij de n^{os} 4 en 5 van artikel 7 ;

2^o Hij, die, zonder slijter te zijn, eene bestaande slijterij overneemt ;

3^o Hij, die het bedrijf eener gesloten gebleven slijterij hervat, behalve wanneer de vroegere slijter het bedrijf hervat zijner sedert minder dan één jaar gesloten slijterij, waaraan op geen enkel oogenblik een andere bestemming gegeven werd.

De heropeningstermijn wordt tot 20 Maart 1921 verlengd voor de slijters, die hun bedrijf hebben onderbroken wegens de oorlogsomstandigheden, en tot 20 Maart 1924 voor hen wier slijterijen in tijdens den oorlog vernielde goederen waren gevestigd.

ART. 7.

§ 1. Wordt niet als nieuwe slijter aangezien :

Loi du 12 décembre 1912.

1° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint;

2° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant;

3° Celui qui, ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit, dans le même local, pour son compte personnel;

4° Celui qui transporte son débit dans un autre local de la même commune.

Projet du Gouvernement.

ART. 4.

1° Par un débitant patenté de ce chef à la date du 20 mars 1919, sauf s'il a commencé à débiter, pour le compte d'un commettant, postérieurement au 10 décembre 1912.

Budget des Voies et Moyens pour 1914.

ART. 15.

§ 2. — Celui qui, personnellement patenté, tenait, à la date du 9 décembre 1912, un débit pour lequel un tiers s'est fait reconnaître en qualité de commettant, ne sera pas considéré comme nouveau débitant

Wet van 12 December 1912.

1° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke door zijnen echtgenoot gehouden werd;

2° Degene die, in hetzelfde lokaal, de slijterij voortzet, welke hetzij door zijnen vader, zijne moeder of anderen bloedverwant in de opgaande lijn hetzij door zijn bloedverwant in dalende lijn gehouden werd;

3° Degene die, deel uitgemaakt hebbende van eene genootschap of gemeenschap ten voordeele waarvan de slijterij gedreven werd, de slijterij, in hetzelfde lokaal, voor eigen rekening voorthoudt;

4° Degene die zijne slijterij naar een ander lokaal in dezelfde gemeente overbrengt.

Ontwerp van de Regering.

ART. 4.

Door een slijter uit dien hoofde op den datum van 20 Maart 1919 in 't patentrecht aangeslagen, behoudens wanneer hij na 10 December 1912, voor rekening van eenen aansteller, het slijten is begonnen.

Regrooting van 's Lands Middelen voor 1914.

ART. 15.

§ 2. — Degene die, persoonlijk gepatenteerd, op den datum van 9 December 1912 eene slijterij bielt waarvoor een derde zich in de Koe-danigheid van lastgever heeft doen erkennen, wordt niet als nieuwe

Texte de la Section centrale.

1° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu par son conjoint;

2° Celui qui continue, dans le même local, le débit tenu soit par son père, sa mère ou autre ascendant, soit par son descendant;

3° Celui qui ayant fait partie d'une association ou communauté de fait au profit de laquelle le débit était exploité, continue ce débit dans le même local pour son compte personnel;

4° Celui qui transporte son débit dans un autre local *ayant déjà servi de débit ou dans un local n'ayant pas encore servi à cet usage mais y affecté par le propriétaire, l'emphytéote ou l'usufruitier d'un débit désaffecté, détruit ou exproprié, pour autant que l'ouverture se fasse dans l'année de la suppression de l'ancien débit*;

5° Celui qui, personnellement patenté, tenait à la date du 9 décembre 1912 un débit de boissons pour lequel un tiers s'est fait reconnaître en qualité de commettant, s'il n'a pas interrompu son débit depuis plus d'un an;

6° Le commettant dont la qualité a été reconnue à la date du 20 mars 1919 et qui n'a pas interrompu son débit depuis plus d'un an;

7° Celui auquel est cédé une brasserie ou autre établissement avec les débits qui en dépendent ou la société à laquelle il en est fait apport.

Tekst der Middelafdeeling.

1° Hij, die de slijterij, door zijnen echtgenoot gehouden, in hetzelfde lokaal voortzet;

2° Hij, die de slijterij, hetzij door zijnen vader, zijne moeder of een anderen bloedverwant in de opgaande linie, hetzij door zijnen bloedverwant in de nederdalende linie gehouden, in hetzelfde lokaal voortzet;

3° Hij, die deel uitmaakte van eene vereeniging of feitelijke gemeenschap, ten voordeele waarvan de slijterij werd gedreven, en die dezeslijterij in hetzelfde lokaal voor eigen rekening voortzet;

4° Hij, die zijneslijterij overbrengt in een ander lokaal, *dat reeds tot slijterij diende, of in een lokaal, dat daartoe nog niet diende, doch daartoe wordt gebruikt door den eigenaar, den erfpachter of den vruchtgebruiker eener aan hare bestemming onttrokken, vernielde of onteigende slijterij, voor zoover de opening geschiedt binnen één jaar na de afschaffing der vroegere slijterij*;

5° Hij, die, persoonlijk van een patent voorzien, op 9 December 1912 eene dranklijterij hield, waarvoor eenderde zich als lastgever deed erkennen, indien hij zijn bedrijf sedert meer dan één jaar niet onderbroken heeft;

6° De lastgever, die op 20 Maart 1919 als zoodanig werd erkent en zijn bedrijf sedert meer dan één jaar niet onderbroken heeft;

7° Hij, aan wien eene brouwerij of een andere inrichting wordt afgestaan met de daarvan afhangende slijterijen of met de vennootschap, waarin zij worden ingebracht.

Budget des Voies et Moyens pour 1911.

s'il s'établit pour son compte personnel avant le 1^{er} janvier 1917 ou au plus tard dans le six mois qui suivront l'expiration du terme obligatoire en cours d'un bail dont il serait dûment justifié.

Loi du 12 décembre 1912.

§ 2. Le débitant qui se trouve dans l'un des cas du présent article est tenu de faire la déclaration du changement, dans la quinzaine, au bureau du receveur des contributions du ressort.

ART. 21.

§ 1^{er}. Si un débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul considéré comme débitant pour l'application de la taxe.

§ 2. En cas de changement du préposé, le commettant est tenu d'en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort avant le jour de l'entrée en fonctions du nouveau préposé.

Begroting van 's Lands Middelen voor 1914.

slijter beschouwd indien hij zich vóór 1ⁿ Januari 1917 voor eigen rekening stelt of ten laatste binnen de zes maanden na afloop van den verplichten loopenden termijn van een huurcontract waarvan ter dege bewijs zou worden geleverd.

Wet van 12 December 1912.

§ 2. De slijter op wien een der gevallen van dit artikel toepasselijk is, is gehouden, binnen de vijftien dagen, van de verandering aangifte te doen ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied.

ART. 21.

§ 1. Indien éene slijterij, voor rekening van eenen derde, wordt gehouden door eenen zaakvoerder of anderen aangestelde, wordt, voor de toepassing der taxe, de lastgever alleen als slijter beschouwd.

§ 2. Ingeval van verandering van den aangestelde, is de lastgever gehouden aan den ontvanger der belastingen van het gebied daarvan aangifte te doen vóór den dag waarop de nieuwe aangestelde zijne betrekking aanvaardt.

Texte de la Section centrale.

Tekst der Middenafdeeling.

§ 2. Le débitant qui se trouve dans l'un des cas prévus par le présent article est tenu *d'en faire la déclaration* au bureau du receveur des contributions du ressort et de lui remettre, selon le cas, le certificat de l'autorité communale prévu à l'article 9.

ART. 8

§ 1^{er}. Si un débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou autre préposé, le commettant est seul considéré comme débitant pour l'application de la taxe.

§ 2. En cas de changement du gérant ou du préposé, le commettant est tenu d'en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort avant le jour de l'entrée en fonctions du nouveau gérant ou préposé.

Il lui remet en même temps un certificat de l'autorité communale constatant que le gérant ou le préposé, son conjoint, ses ascendants et ses descendants habitant avec lui, ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion prévus par l'article premier.

§ 2. De slijter, die zich bevindt in een der gevallen bij dit artikel voorzien, is gehouden *de aangifte daarvan te doen* ten kantore van den ontvanger der belastingen *van het gebied en hem, naar het geval, het bij artikel 9 voorzien bewijsschrift der gemeenteoverheid te overhandigen.*

ART. 8.

§ 1. Indien eene slijterij door eenen zaakvoerder of een anderen aangestelde wordt gehouden voor rekening van eenen derde, wordt, voor de toepassing der taxe, alleen de lastgever als slijter aangezien.

§ 2. Treedt een nieuwe zaakvoerder of aangestelde op, dan is de lastgever gehouden, *aangifte daarvan te doen* bij den ontvanger der belastingen van het gebied vóór den dag waarop de nieuwe zaakvoerder of aangestelde in bediening treedt.

Tevens overhandigt hij hem een bewijsschrift der gemeenteoverheid, waaruit blijkt dat geen enkel van de gevallen van uitsluiting, bij het eerste artikel voorzien, van toepassing is op den zaakvoerder of den aangestelde, op zijnen echtgenoot en zijne bloedverwanten in de opgaande en nederdalende linie, die bij hem inwonen.

Budget des Voies et Moyens pour 1914.

ART. 13.

§ 2. Le commettant est responsable des impositions relatives au débit; à défaut de paiement par le préposé, il peut être poursuivi par voie directe.

ART. 13.

§ 1^{er}. Sauf preuve contraire, sont présumés commettants dans le sens du § 1^{er} de l'article 21 de la loi du 12 décembre 1912 :

1° Les cercles, sociétés ou associations particulières, relativement aux débits de boissons établis dans les locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires;

2° Les brasseurs, distillateurs, liquoristes ou marchands de bières, relativement aux débits tenus par d'autres personnes dans des locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires et où sont vendues les boissons de leur fabrication ou faisant l'objet de leur commerce.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 22.

Quinze jours au moins avant de commencer son exploitation, le nouveau débitant remet au receveur des contributions du ressort une déclaration d'ouverture, de reprise ou de réouverture, dans la forme arrêtée par le Ministre des Finances.

Cette déclaration indique avec précision la situation du débit.

Begrooting van 's Lands Middelen voor 1914.

ART. 13.

§ 2. De lastgever is verantwoordelijk voor de belastingen hebbende betrekking op de slijterij; bij gebreke van betaling door den aangestelde, kan hij bij rechtstreekschen wege vervolgd worden.

ART. 13.

§ 1. Behoudens tegenbewijs, worden voorondersteld lastgevers te zijn in den zin van § 1 van artikel 21 der wet van 12 December 1912 :

1° De kringen, maatschappijen of bijzondere vereenigingen, met betrekking tot de drank-slijterijen gevestigd in de lokalen waarvan zij eigenaars of hoofdhuurders zijn;

2° De brouwers, stokers, likeurstokers of bierhandelaars, met betrekking tot de slijterijen gehouden door andere personen in lokalen waarvan zij eigenaars of hoofdhuurders zijn en waarin worden verkocht de dranken hunner fabricatie of die voorwerp van hunnen handel uitmaken.

Wet van 12 December 1912.

ART. 22.

Ten minste vijftien dagen vóór dat hij zijne exploitatie begint, dient de nieuwe slijter, bij den ontvanger der belastingen van het gebied, eene aangifte in van opening, van overneming of van heropening, in den vorm vastgesteld door den Minister van Financiën.

Deze aangifte wijst nauwkeurig de ligging der slijterij aan.

Texte de la Section centrale.

Tekst der Middenafdeeling.

§ 3. *Le commettant est responsable des impositions relatives au débit ; à défaut de paiement par le gérant ou le préposé, il peut être poursuivi par voie directe.*

§ 3. *De lastgever is aansprakelijk voor de belastingen betreffende de slijterij ; bij gebreke van betaling door den zaakvoerder of aangestelde, kan hij rechtstreeks vervolgd worden.*

§ 4. *Sont présumés commettants, sauf preuve contraire :*

§ 4. *Worden verondersteld lastgevers te zijn, behoudens tegenbewijs :*

1° *Les cercles, sociétés ou associations particulières, relativement aux débits établis dans les locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires ;*

1° *De kringen, maatschappijen of bijzondere vereenigingen, wat betreft de slijterijen gevestigd in de lokalen, waarvan zij de eigenaars of de voornamen huurders zijn ;*

2° *Les brasseurs ou marchands de boissons, relativement aux débits tenus par d'autres personnes dans des locaux dont ils sont propriétaires ou principaux locataires et où sont vendues des boissons de leur fabrication ou faisant l'objet de leur commerce.*

2° *De brouwers of drankhandelaars, wat betreft de slijterijen gehouden door andere personen in lokalen, waarvan zij de eigenaars of voornamen huurders zijn en waar dranken worden verkocht, die door hen zijn bereid of waarin zij handel drijven.*

ART. 9.

ART. 9.

Quinze jours au moins avant de commencer son exploitation, le nouveau débitant remet au receveur des contributions du ressort une déclaration dans la forme arrêtée par le Ministre des Finances.

Ten minste vijftien dagen voordat hij zijn bedrijf begint, wordt door den nieuwen slijter bij den ontvanger der belastingen van het gebied eene aangifte ingediend in den vorm vastgesteld door den Minister van Financiën.

Cette déclaration indique avec précision la situation des locaux

In deze aangifte worden nauwkeurig aangeduid de ligging der tot slij-

Loi du 12 décembre 1912.

Elle est accompagnée d'un certificat de l'autorité communale compétente attestant :

1° Que le débit réunit les conditions exigées en vertu de l'article 16;

2° Que le débitant ne se trouve pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 15, n° 2°, 3° et 4°, de la présente loi.

ART. 23.

§ 1^{er}. — La taxe est payée, en une fois, au moment de la remise de la déclaration.

Toutefois, en cas de contestation ou si un complément d'information est nécessaire, la taxe est payée après avertissement du receveur notifiant l'acceptation définitive de la déclaration.

§ 2. — Il n'y a lieu à restitution que si la profession n'a pas été exercée.

Wet van 12 December 1912.

Zij gaat vergezeld van een bewijs-schrift van de bevoegde gemeente-overheid, ten blijke :

1° Dat de slijterij aan de voorwaarden voldoet krachtens art. 16 geëischt ;

2° Dat de slijter zich niet bevindt in een der gevallen van uitsluiting voorzien bij artikel 15, n° 2°, 3° en 4° dezer wet.

ART. 23.

§ 1. — De taxe wordt dadelijk bij de indiening der aangifte ineens betaald.

Echter, in geval van geschil of wanneer aanvullende inlichtingen noodig zijn, wordt de taxe betaald na waarschuwing van den ontvanger berichtende de eindaanvaarding der aangifte.

§ 2. — Dan alleen geeft het pas aan teruggave wanneer het ambt niet uitgeoefend werd.

Texte de la Section centrale.

affectés au débit et la valeur locative réelle ou présumée. Elle est accompagnée d'un plan du local devant servir de débit et, selon le cas, d'un certificat de l'autorité communale compétente attestant :

1° Que le débit réunit les conditions exigées en vertu de l'article 2;

2° Que le débitant, son conjoint, ses ascendants ou descendants habitant avec lui ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par l'article 1^{er}, n°s 2° à 8°, de la loi.

ART. 10.

§ 1^{er}. — La taxe est payée en une fois au moment de la déclaration.

§ 2. — *Le débit ne peut être ouvert qu'après avis du receveur que les conditions prescrites par la loi et les arrêtés royaux pris en exécution de celle-ci sont réunies.*

Cet avis doit être remis dans les huit jours de la déclaration.

A défaut d'autorisation d'ouverture, la somme payée est restituée.

Tekst der Middenafdeeling.

terij gebruikte lokalen, alsmede de werkelijke of vermoede huurwaarde. Daaraan worden toegevoegd een plan van het lokaal dat tot slijterij dienen moet en, naar het geval, een bewijs-schrift van de bevoegde gemeente-overheid, waaruit blijkt :

1° Dat de slijterij aan de bij artikel 2 gestelde vereischten voldoet;

2° Dat de slijter, zijn echtgenoot, zijne bloedverwanten in de opgaande of in de nederdalende linie, die bij hem inwonen, zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting, voorzien bij artikel 1, n°s 2° tot 8°, der wet.

ART. 10.

§ 1. — De taxe wordt bij de aangifte in eens betaald.

§ 2. *De slijterij mag slechts worden geopend, na bericht door den ontvanger, dat er is voldaan aan de vereischten gesteld door de wet en de ter hare uitvoering genomen koninklijke besluiten:*

Dit bericht moet binnen acht dagen na de aangifte ter hand gesteld worden.

Is de opening niet toegelaten, dan wordt de betaalde som teruggegeven.

Loi du 12 décembre 1912.

et van 12 December 1912.

ART. 24.

Toute réclamation en matière de taxe d'ouverture est, à peine de déchéance, adressée, dans les trois mois du paiement, au directeur provincial des contributions directes, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés en matière de contributions directes.

ART. 24.

Alle bezwaar in zake openings-taxe moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betaling worden ingediend bij den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen, die door eene met redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld in den vorm en binnen de termijnen bepaald in zake rechtstreeksche belastingen.

Texte de la Section centrale.

§ 3. — *Le supplément de taxe, prévu par l'article 3 § 2, est payable dans les dix jours de la notification de l'expertise ou du transfert du débit.*

La réclamation contre l'évaluation ne suspend pas l'exigibilité du supplément.

ART. 11.

Toute réclamation en matière de taxe d'ouverture est, à peine de déchéance, adressée, dans les trois mois du paiement, au directeur provincial des contributions directes qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts contre cette décision dans les formes et délais stipulés en matière de contributions directes.

Tekst der Middenafdeeling.

§ 3. — *De aanvullende taxe voorzien bij artikel 3, § 2, is betaalbaar binnen tien dagen na de beteekening van de schatting of van het overbrengen der slijterij.*

De invorderbaarheid van de aanvullende taxe wordt door het inbrengen van bezwaren tegen de schatting niet geschorst.

ART. 11.

Elk bezwaar in zake openingstaxe moet, op straffe van verval, binnen drie maanden na de betaling worden ingediend bij den provincialen bestuurder der rechtstreeksche belastingen, die door een met redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld op de wijzen en binnen de termijnen bepaald in zake rechtstreeksche belastingen.

Projet du Gouvernement.

TITRE IV.

Dispositions générales concernant les infractions. — Abrogations. — Dispositions transitoires. — Mise en exécution de la loi.

ART. 5.

Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

ART. 6.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contraintes, ainsi que les délégués du Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

ART. 7.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 6 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où

Ontwerp der Regeering.

TITEL IV.

Algemeene bepalingen betreffende de overtredingen. — Afschaffingen. — Overgangsbepalingen. — Tenuitvoerlegging der wet.

ART. 5.

Op de overtredingen voorzien bij deze wet worden van toepassing gemaakt de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de verantwoordelijkheid.

ART. 6.

Al de ambtenaars en beambten van het Beheer des rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde gemeenteambtenaars en agenten, de gendarmen, de dwangbevel dragers, alsmede de afgevaardigden der Regeering of der gemeentebesturen voor het toezicht op het bereiden van en den handel in eetwaren, zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 7.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij aan de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de onder artikel 6 vermelde agenten zonder bijstand laten binnentreden in al de gedeelten van zijne inrichting, met inbegrip van de aanhoorig-

Texte de la Section centrale.

Tekst der Middenafdeeling.

CHAPITRE III.

HOOFDSTUK III.

*Dispositions générales concernant les infractions.**Algemeene bepalingen betreffende de overtredingen.*

ART. 12.

ART. 12.

Sont rendues applicables aux infractions à la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises, concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

De bepalingen der wetten en reglementen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opmaken en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de aausprakelijkheid zijn van toepassing op de overtredingen dezer wet.

ART. 13.

ART. 13.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes et les porteurs de contraintes, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater *seuls* toutes les infractions à la présente loi.

Al de ambtenaren en beambten van het beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde ambtenaren en agenten der gemeenten, de gendarmen en de dwangbevel dragers zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet *alleen* op te sporen en vast te stellen.

ART. 14.

ART. 14.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 13 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij voor de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de in artikel 13 vermelde agenten, zonder bijstand, laten binnentreden in al de gedeelten zijner inrichting, met inbegrip van de aanhoorighe-

Projet du Gouvernement.

les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et, ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

Loi du 12 décembre 1912.

CHAPITRE III.

Pénalités.

ART. 25.

§ 1^{er}. Sont punis :

1° D'une amende égale au double de la taxe, indépendamment du paiement de celle-ci, toute infraction à l'article 19;

2° D'une amende de 500 à 1,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les nos 2°, 3° et 4° de cet article.

La fermeture du débit est en outre prononcée; l'exécution de cette mesure peut toutefois être reculée de six mois si l'exploitant n'est que locataire;

Ontwerp der Regeering.

heden waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden der andere gedeelten van de inrichting, alsmede van de belendende woning is afhankelijk van de toelating des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Bovendien is de slijter gehouden desgevallende monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

Wet van 12 December 1912.

HOOFDSTUK III.

Strafbepalingen.

ART. 25.

§ 1. Worden gestraft :

1° Met eene boete gelijk aan twee maal de taxe, onverminderd de betaling dezer laatste, elke overtreding van artikel 19;

2° Met eene boete van 300 tot 1,000 frank :

a) Elke overtreding van artikel 15, § 1, door iederen persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij n^{os} 2°, 3° en 4° van dit artikel.

Daarenboven wordt de sluiting van de slijterij uitgesproken; is de slijter slechts huurder, dan mag de ten uitvoerlegging van dezen maatregel voor zes maanden worden verschoven;

Texte de la Section centrale.

les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

CHAPITRE IV.

Pénalités.

ART. 15.

§ 1^{er}. Sont punis :

1° D'une amende égale au double de la *taxe intégrale ou partielle*, indépendamment du paiement de celle-ci, toute infraction aux articles 3, 4, 6 ou 10;

2° D'une amende de 300 à 1,000 francs :

a) Toute infraction à l'article 1^{er}, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans l'un des cas prévus par les n°s 2 et suivants de cet article.

b) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par les articles 13 et 14, et généralement tout acte du débitant, de son préposé ou d'un

Tekst der Middenafdeeling.

den, waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betrekken van de overige gedeelten der inrichting, alsmede van de belendende woning wordt afhankelijk gesteld van de machtiging des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Bovendien is de slijter gehouden, bij voorkomend geval, monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

HOOFDSTUK IV.

Strafbepalingen.

ART. 15.

§ 1. Worden gestraft :

1° Met eene boete gelijk aan tweemaal de *volle of gedeeltelijke* taxe, onverminderd de betaling dezer laatste, elke overtreding van de artikelen 3, 4, 6 of 10;

2° Met eene boete van 300 tot 1,000 frank.

a) Elke overtreding van artikel 1, § 1, door elken persoon die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de n°s 2 en volgende van dit artikel.

b) Elke weigering van toegang of elk ander feit dat strekt om den toegang, voorzien bij de artikelen 13 en 14, te verhinderen of te belemmeren, en, over 't algemeen, elke handeling

Loi du 12-décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

b) Toute infraction à l'article 16 ou aux mesures prises pour son exécution;

3° D'une amende de 25 à 100 francs, les infractions :

a) Au § 2 de l'article 20 et au § 2 de l'article 21 ;

b) A l'article 15, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du n° 1° de ce paragraphe;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées aux n°s 1° et 2° du présent article et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 3° de cet article.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 15, § 1^{er}, n° 1°, à l'article 16 ou à l'article 23, la fermeture du débit peut être prononcée, soit jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes, soit jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 16 sont réalisées.

b) Elke overtreding van artikel 16 of van de maatregelen genomen tot uitvoering daarvan;

3° Met eene boete van 25 tot 100 frank, de overtredingen :

a) Van § 2 van artikel 20 en van § 2 van artikel 21 ;

b) Van artikel 15, § 1, door elken persoon die zich in het geval van n° 1° van deze paragraaf bevindt ;

c) Van alle bepaling dezer wet waaromtrent geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij niet betaling wordt, voor de overtredingen bedoeld onder n°s 1° en 2° van dit artikel, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden en, voor die voorzien onder n° 3° van dit artikel, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot éénemaand.

§ 3. Ingeval van overtreding van artikel 15, § 1, n° 1°, van artikel 16 of van artikel 23 kan de sluiting der slijterij worden uitgesproken, hetzij tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, hetzij tot het oogenblik waarop de krachtens artikel 16 voorgeschreven voorwaarden vervuld zijn.

Texte de la Section centrale.

tiers, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des infractions.

Dans les cas prévus sous les litt. *a* et *b* ci-dessus, la fermeture du débit peut en outre être prononcée.

c) Toute infraction à l'article 2 ou aux mesures prises pour son exécution;

5° D'une amende de 25 à 100 francs, les infractions :

a) Au § 2 de l'article 7 et au § 2 de l'article 8;

b) A l'article 1^{er}, § 1^{er}, par toute personne se trouvant dans le cas du n° 1 de ce paragraphe;

c) A toute disposition de la présente loi pour laquelle aucune pénalité n'est spécialement prévue.

§ 2. A défaut de paiement, l'amende est remplacée par un emprisonnement d'un à trois mois pour les infractions visées aux n° 1^{er} et 2^o du présent article et par un emprisonnement de huit jours à un mois pour celles prévues au n° 3^o de cet article.

§ 3. En cas d'infraction à l'article 1^{er}, § 1^{er} n° 1^o, à l'article 2 ou à l'article 10, la fermeture du débit peut être prononcée, soit jusqu'après paiement des impôts, des taxes, ainsi que des amendes, soit jusqu'au moment où les conditions prescrites en vertu de l'article 2 sont réalisées.

§ 4. En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés.

Tekst der Middenafdeeling.

van den slijter, van zijnen aangestelde of van een derde, welke strekt om de opsporing of de vaststelling der overtredingen te verhinderen of te belemmeren.

Bovendien kan, in de gevallen voorzien bij bovenstaande litt. *a* en *b*, de sluiting van de slijterij uitgesproken worden.

c) Elke overtreding van artikel 2 of van de maatregelen ter uitvoering daarvan genomen;

3° Met eene boete van 25 tot 100 frank, de overtredingen :

a) Van § 2 van artikel 7 en van § 2 van artikel 8;

b) Van artikel 1, § 1, door elken persoon die zich in het geval van n° 1^o dezer paragraaf bevindt;

c) Van elke bepaling dezer wet, waarvoor geene straf in het bijzonder wordt voorzien.

§ 2. Bij niet-betaling wordt, voor de overtredingen bedoeld bij de n° 1^o en 2^o van dit artikel, de boete vervangen door eene gevangenisstraf van ééne tot drie maanden, en voor die voorzien bij n° 3^o van dit artikel, door eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand.

§ 3. Bij overtreding van artikel 1, § 1, n° 1^o, van artikel 2 of van artikel 10, kan de sluiting der slijterij worden uitgesproken, hetzij tot na betaling der belastingen, der taxes, alsmede der boeten, hetzij tot het oogenblik waarop aan de bij artikel 2 gestelde eischen is voldaan.

§ 4. Bij herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf op het dubbel gebracht.

Projet du Gouvernement.

ART. 8.

§ 4. Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 9.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 10.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

Loi du 12 décembre 1912.

ART. 29.

L'ouverture d'un nouveau débit, la reprise d'un débit existant et tous autres faits déterminant l'exigibilité de la taxe d'ouverture, qui auront lieu du 10 au 31 décembre 1912 inclusivement, tomberont sous l'application de la présente loi.

Dans ces cas, les délais pour la déclaration et le paiement de la taxe, ainsi que les autres mesures d'exécution, seront fixés par le Ministre des finances.

Wet van 12 December 1912.

ART. 8.

§ 4. Artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij het tegenwoordig artikel voorziene overtredingen.

ART. 9.

Ingeval van herhaald vergrijp mag de Minister van Financiën geene dading treffen omtrent de straffen beloopende wegens overtreding dezer wet.

ART. 10.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 aangaande de voorwaardelijke veroordeeling, zijn op de bij deze wet voorziene straffen niet van toepassing.

Wet van 12 December 1912.

ART. 29.

De opening van eene nieuwe slijterij, de overneming van eene bestaande slijterij en alle andere feiten welke de opvorderbaarheid der openingstaxe te weeg brengen, welke plaats zullen hebben van den 10^{en} tot 31 December 1912, vallen onder de toepassing dezer wet.

In deze gevallen worden de termijnen voor de aangifte en de betaling der taxe, alsmede de andere uitvoeringsmaatregelen, door den Minister van Financiën bepaald.

Texte de la Section centrale.

ART. 16.

Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 17.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 18.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 19.

L'ouverture d'un nouveau débit, la reprise d'un débit existant et tous autres faits déterminant l'exigibilité de la taxe d'ouverture *survenus entre le 21 mars 1919 et la date de la mise en vigueur de la présente loi inclusivement tombent sous son application.*

Dans ces cas, les délais pour la déclaration et le paiement de la taxe, ainsi que les autres mesures d'exécution, seront fixés par le Ministre des Finances.

Tekst der Middenafdeeling.

ART. 16.

De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

ART. 17.

In geval van herhaling kan de Minister geen dading aangaan over de straffen, wegens overtreding dezer wet uitgesproken.

ART. 18.

Het bepaalde in artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeeling is op de bij deze wet voorziene straffen niet van toepassing.

ART. 19.

De opening van eene nieuwe slijterij, de overneming van eene bestaande slijterij en alle andere feiten, die de openingstaxe invorderbaar maken en zich *voordoen vanaf 21 Maart 1919 tot en met den dag van het in werking treden dezer wet, vallen onder hare toepassing.*

In deze gevallen worden de termijnen voor de aangifte en de betaling der taxe, alsmede de overige uitvoeringsmaatregelen, door den Minister van Financiën bepaald.

Loi du 12 décembre 1912.

Wet van 12 December 1912.

ART. 28.

Sont abrogés :

1° L'article 2, 1°, et les articles 4 à 14 de la loi du 19 août 1889;

2° L'article 141 de la loi du 15 avril 1896.

ART. 28.

Worden afgeschaft :

1° Artikel 2, 1°, en de artikelen 4 tot 14 der wet van 19 Augustus 1889;

2° Artikel 141 der wet van 15 April 1896.

ART. 31.

La présente loi sera obligatoire à partir du lendemain de sa publication.

ART. 31.

Deze wet is daags na hare afkondiging verplichtend.

Texte de la Section centrale.

ART. 20.

Le produit de la taxe établie par la présente loi, après déduction de 5 p. c. pour frais d'administration, est attribué au fonds spécial conformément à l'article 3 de la loi du 12 décembre 1912.

ART. 21.

Le titre III de la loi du 12 décembre 1912 est abrogé.

ART. 22.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Tekst der Middenafdeeling.

ART. 20.

De opbrengst van de bij deze wet vastgestelde taxe wordt, na aftrek van 5 t. h. voor bestuurskosten, overeenkomstig artikel 3 der wet van 12 December 1912 aan het bijzonder fonds toegekend.

ART. 21.

Titel III der wet van 12 December 1912 wordt ingetrokken.

ART. 22.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking.